

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 17 juin 2013

SOMMAIRE

TOME I / II

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 17 juin 2013.....	21
Délibérations et annexes	22 à 169

TOME II/ II

Délibération et annexes	170 à 300
Décisions et annexes	301 à 353

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 17 juillet 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,


Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 17 juin 2013 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 06 mai 2013.
- Ordre du jour de la séance du 17 juin 2013.
- Synthèses des affaires du 17 juin 2013.

Secrétariat Général
Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 17 juin 2013
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

-
- | | |
|--------------------------------|---|
| M^{me} le Maire | Adoption de l'ordre du jour |
| M^{me} le Maire | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| M^{me} le Maire | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal |
| Max
LEVITA | 1 Exercice 2012 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget principal et
Budget Annexe |
| Michaël
DELAFOSSÉ | 2 Labellisation nationale Eco Quartiers « Charte des Eco Quartiers » Approbation et
autorisation de signature |
| Marc
DUFOUR | 3 MONTPELLIER GRAND COEUR Lancement de la seconde phase de la campagne
d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités |
| | Démocratie participative, politiques locales de déplacement,
concertation, occupation non commerciale du domaine public |
| Serge
FLEURENCE | 4 Tramway - Cinquième ligne Protocole entre la Commune de Montpellier et la
Communauté d'Agglomération de Montpellier |
| Serge
FLEURENCE | 5 Approbation de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, GDF-SUEZ
et l'association FACE Hérault. |
| Serge
FLEURENCE | 6 Espace public Cotisation à un organisme national pour l'année 2013 |
| | Jeunesse, Ville étudiante |
| Michel
PASSET | 7 Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville |
| | Prévention, environnement, santé |
| Jacques
TOUCHON | 8 Santé Cotisation à un organisme national pour l'année 2013 |

**Jacques
TOUCHON**

- 9 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Compagnie IBM France (SAS) Autorisation d'exploiter un centre d'hébergement de serveurs informatiques

Action sociale et solidaire

**Christiane
FOURTEAU**

- 10 Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

**Philippe
THINES**

- 11 Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Autorisation de signer

**Philippe
THINES**

- 12 Fourniture et mise en œuvre de revêtements en asphalte coulé Autorisation de signer le marché

Egalité des droits et des devoirs - Tranquillité publique

**Régine
SOUCHE**

- 13 Marchés de Sécurité et Accompagnement Événementiel Autorisation à signer les marchés

**Régine
SOUCHE**

- 14 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique Egalité des droits et des devoirs Exercice 2013

Culture et patrimoine

**Philippe
SAUREL**

- 15 Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013

**Philippe
SAUREL**

- 16 Culture et Patrimoine Cotisation au Conseil International des Archives pour l'année 2013 Modification de la délibération n°2013/175 du 6 mai 2013

**Philippe
SAUREL**

- 17 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Languedoc-Roussillon Cinéma Exercice 2013

**Philippe
SAUREL**

- 18 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association La Maison 2 la Chanson Exercice 2013

**Philippe
SAUREL**

- 19 Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2013

**Philippe
SAUREL**

- 20 Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2013

Rénovation urbaine

**Christian
BOUILLE**

- 21 PRU Cévennes (Petit Bard – Pergola) Convention entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

**Christian
BOUILLE**

- 22 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Petite enfance

- Françoise PRUNIER** 23 Marché public de prestation de service Réservations de berceaux auprès de crèches d'entreprises Reprise de gestion des crèches d'entreprises « Les Petits Chaperons Rouges » par la maison mère « LPCR GROUPE » Avenant de transfert
- Françoise PRUNIER** 24 Convention de Service « Cafpro » entre la CAF et la Ville Autorisation pour l'accès professionnel aux données des Caf

Vie associative, Maisons pour Tous

- Sophie BONIFACE-PASCAL** 25 Maison pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

- Frédéric TSITSONIS** 26 Le Rockstore - Travaux de mise aux normes - Avenant n° 1
- Frédéric TSITSONIS** 27 Convention de gestion des charges communes - Opération la Panacée
Convention de location 3 rue du Calvaire Ville de Montpellier/ Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires

Action internationale

- Perla DANAN** 28 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

- Michaël DELAFOSSE** 29 Secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
- Michaël DELAFOSSE** 30 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature PROMOLOGIS et MASCOBADO (lot 5A2)
- Michaël DELAFOSSE** 31 Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne Convention d'avance de trésorerie
- Michaël DELAFOSSE** 32 Commune de Grabels Révision du Plan d'occupation des sols (POS) Elaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) Avis de la Ville de Montpellier sur le projet de PLU arrêté
- Michaël DELAFOSSE** 33 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de la SCI Les Vignes de l'Ecluse 928, avenue du Pont Trinquat Parcelles cadastrées DS 653p Promesse unilatérale de vente
- Michaël DELAFOSSE** 34 Foncier Déclassement du Domaine Public Communal Emprise rue de l'Épire - avenue du Pont Juvénal Transferts de propriété avec la société « Kaufman & Broad »
- Michaël DELAFOSSE** 35 Foncier Avenue de la Pompignane - Avenue Alphonse Juin Déclassement du domaine public communal Cession à Bouygues Immobilier
- Michaël** 36 FONCIER Propriété BIAU 168, impasse d'Arcole Acquisition d'une parcelle pour la

DELAFOSSE		création d'un chemin piéton
Michaël DELAFOSSE	37	Secteur de Bionne Acquisition de la propriété de Madame Andrée GINER route de Bionne
Michaël DELAFOSSE	38	Mise en vente d'un immeuble situé 21 rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355
Michaël DELAFOSSE	39	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Réussite éducative		
Jean-Louis GELY	40	Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon (DRAC L.R) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (Offres Culturelles 2013)
Jean-Louis GELY	41	Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative
Jean-Louis GELY	42	Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés
Elections, questions du handicap, accessibilité		
Magalie COUVERT	43	Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013
Logement		
Hélène QVISTGAARD	44	Attribution de subvention au titre de la prise en charge de la GRL (Garantie des Risques Locatifs)
Sports, cohésion sociale		
Patrick VIGNAL	45	Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2013 Approbation de la redevance minorée
Patrick VIGNAL	46	Association Mécénat Chirurgie Cardiaque Attribution de subvention
Ressources humaines		
Serge FLEURENCE	47	Modification du tableau des effectifs
Affaires juridiques, finances communales, administration générale		
Max LEVITA	48	Commande de titres de transport aérien sur le territoire national Déplacements des élus et du personnel municipal Autorisation de signer le marché négocié
Max LEVITA	49	Réalisation, aménagement de structures et matériels d'exposition, stockage, maintenance et entretien. Marché 1M485-125- Avenant n° 1

- Max LEVITA** 50 Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013
- Max LEVITA** 51 Tarifs 2013 pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier
- Max LEVITA** 52 Réforme et cession du matériel et des véhicules
- Max LEVITA** 53 Achat de véhicules à motorisation essence, diesel, GPL, GNV, électrique d'usine. Autorisation de signer les marchés.

Garanties d'emprunt

- M^{me} le Maire** 54 Garantie d'emprunt Ville/ SERM Petit Bard - Emprunt 5M€ - CDC
- M^{me} le Maire** 55 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. – ZAC Parc Marianne 2M€ Crédit Foncier de France – 2 M€ Crédit Mutuel

Ressources humaines

- Serge FLEURENCE** 56 Emplois d'avenir- Approbation de la convention d'engagements Ville-Etat


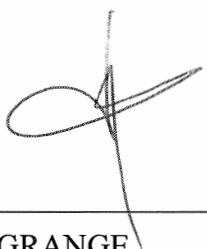
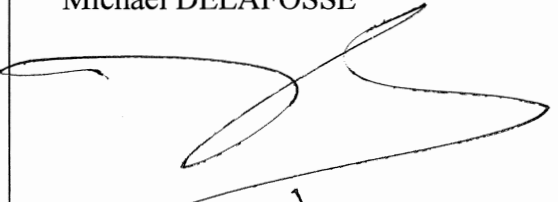

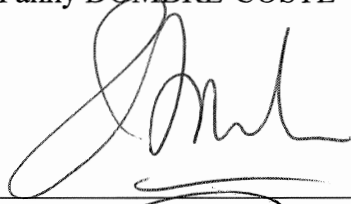

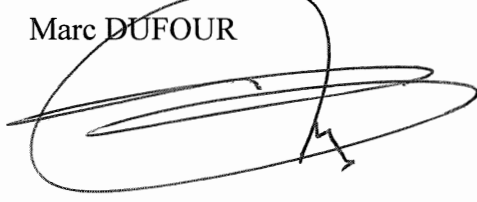
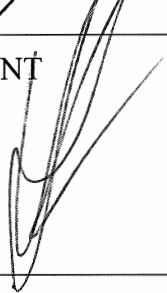

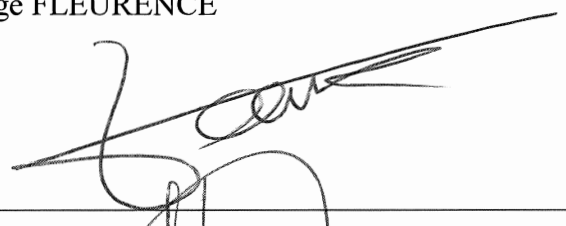
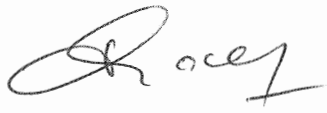
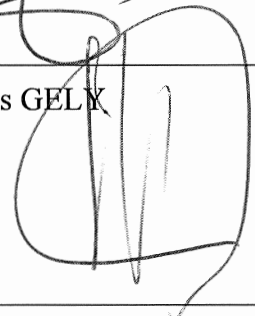
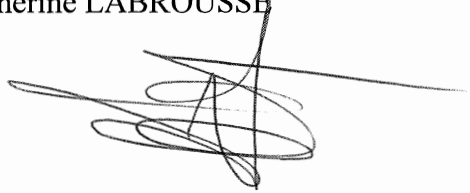
Vœux et motions

- Cédric SUDRES** 57 Vœu pour la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 17/06/2013

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON <i>abs</i>
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE <i>procu</i>	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

<p>Magalie COUVERT</p> 	<p>Perla DANAN</p> 
<p>Michaël DELAFOSSE</p> 	<p>Audrey DE LA GRANGE</p> <p><i>Docu</i></p>
<p>Gabrielle DELONCLE</p> 	<p>Fanny DOMBRE-COSTE</p> 
<p>Jacques DOMERGUE</p> 	<p>Marc DUFOUR</p> 
<p>Christian DUMONT</p> 	<p>Sarah EL ATMANI</p> 
<p>Laure FARGIER</p> <p><i>Docu</i></p>	<p>Serge FLEURENCE</p> 
<p>Christiane FOURTEAU</p> 	<p>Jean-Louis GELY</p> 
<p>Arnaud JULIEN</p> <p><i>Docu</i></p>	<p>Catherine LABROUSSE</p> 

Gérard LANNELONGUE <i>procy</i>	Anne-Rose LE VAN <i>AR LV</i>
Max LEVITA <i>ML</i>	Richard MAILHE <i>RM</i>
Mustapha MAJDOUL <i>MM</i>	Hélène MANDROUX <i>HM</i>
Hervé MARTIN <i>HM</i>	Jacques MARTIN <i>abs V</i>
Marie MASSART <i>MS</i>	Stéphane MELLA <i>abs V</i>
Nadia MIRAOU <i>procy</i>	Christophe MORALES <i>CM</i>
Michel PASSET <i>MP</i>	Martine PETITOUT <i>abs V</i>
Louis POUGET <i>LP</i>	Françoise PRUNIER <i>procy X</i>

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> 	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p>	

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 17 juin 2013

SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

MM. GELY, DELAFOSSE, SAUREL (récupère sa procuration), Mmes DOMBRE-COSTE, COUVERT (et sa procuration), BLANPIED (et sa procuration) entrent en séance.

Mmes BIGAS (donne procuration à M. ABBOU) et CLAVERIE (donne procuration à M. MORALES) sortent définitivement de séance.

Mme le Maire sort de séance au moment du vote.

**Max
LEVITA**

- 1 Exercice 2012 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget principal et Budget Annexe
Pour : 46
Contre : 5
Abstentions : 5
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Mme le Maire, Mme TROADEC-ROBERT (récupère sa procuration) rentrent en séance.

MM. GELY et H. MARTIN sortent de séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 2 Labellisation nationale Eco Quartiers « Charte des Eco Quartiers » Approbation et autorisation de signature
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. VIGNAL (et sa procuration) entre en séance.

Mme BECCARIA et M. SAUREL sortent de séance.

**Marc
DUFOUR**

- 3 MONTPELLIER GRAND COEUR Lancement de la seconde phase de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

MM. GELY, H. MARTIN, Mme BECCARIA entrent en séance.

Mmes LABROUSSE, BLANPIED (et sa procuration), MM. ARAGON, LEVITA sortent de séance.

Démocratie participative, politiques locales de déplacement, concertation, occupation non commerciale du domaine public

**Serge
FLEURENCE**

- 4 Tramway - Cinquième ligne Protocole entre la Commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Pour : 43
Contre : 5
Abstentions : 5
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Mme BLANPEID (et sa procuration), M. LEVITA entrent en séance.

**Serge
FLEURENCE**

- 5 Approbation de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, GDF-SUEZ et l'association FACE Hérault.
Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. SAUREL entre en séance.

Mme BLANPIED sort définitivement de séance (donne procuration à Mme LABROUSSE.

M. DELAFOSSE sort de séance.

**Serge
FLEURENCE**

- 6 Espace public Cotisation à un organisme national pour l'année 2013

Pour : 54

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

Jeunesse, Ville étudiante

**Michel
PASSET**

- 7 Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville

Pour : 54

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

Mme LABROUSSE (et sa procuration), M. ARAGON entrent en séance.

Mme BOYER, M. PASSET (et sa procuration) sortent de séance.

**Jacques
TOUCHON**

Prévention, environnement, santé

- 8 Santé Cotisation à un organisme national pour l'année 2013

Pour : 54

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

**Jacques
TOUCHON**

- 9 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Compagnie IBM France (SAS) Autorisation d'exploiter un centre d'hébergement de serveurs informatiques

Pour : 54

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

M. PASSET (et sa procuration) entre en séance.

Action sociale et solidaire

**Christiane
FOURTEAU**

- 10 Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier

Pour : 56

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

MM. H. MARTIN, ROUMEGAS sortent de séance.

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

Philippe

- 11 Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau

- THINES** routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Autorisation de signer
 Pour : 54
 Contre : /
 Abstentions : /
 Adopté à l'unanimité
- Philippe THINES** 12 Fourniture et mise en œuvre de revêtements en asphalte coulé Autorisation de signer le marché
 Pour : 54
 Contre : /
 Abstentions : /
 Adopté à l'unanimité
- Mme BOYER, MM. DELAFOSSE, ROUMEGAS entrent en séance.
 M. THINES sort de séance.*
- Régine SOUCHE** 13 **Egalité des droits et des devoirs - Tranquillité publique**
 Marchés de Sécurité et Accompagnement Événementiel Autorisation à signer les marchés
 Pour : 54
 Contre : 2
 Abstentions : /
 Adopté à la majorité des suffrages exprimés
- Régine SOUCHE** 14 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique
 Egalité des droits et des devoirs Exercice 2013
 Pour : 56
 Contre : /
 Abstentions : /
 Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 15 **Culture et patrimoine**
 Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013
 Pour : 54
 Contre : /
 Abstentions : 2
 Adopté à l'unanimité
- Philippe SAUREL** 16 Culture et Patrimoine Cotisation au Conseil International des Archives pour l'année
 2013 Modification de la délibération n°2013/175 du 6 mai 2013
 Pour : 56
 Contre : /
 Abstentions : /
 Adopté à l'unanimité
- Mme DOMBRE-COSTE sort de séance.*
- Philippe SAUREL** 17 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Languedoc-
 Roussillon Cinéma Exercice 2013
 Pour : 55
 Contre : /
 Abstentions : /
 Adopté à l'unanimité
- M. GELY sort de séance.*

Philippe SAUREL 18 Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association La Maison 2 la Chanson Exercice 2013
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Philippe SAUREL 19 Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2013
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Philippe SAUREL 20 Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2013
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Rénovation urbaine

Michaël DELAFOSSE 21 PRU Cévennes (Petit Bard – Pergola) Convention entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Michaël DELAFOSSE 22 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Petite enfance

Michel PASSET 23 Marché public de prestation de service Réservations de berceaux auprès de crèches d'entreprises Reprise de gestion des crèches d'entreprises « Les Petits Chaperons Rouges » par la maison mère « LPCR GROUPE » Avenant de transfert
Pour : 52
Contre : 2
Abstentions : /
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Michel PASSET 24 Convention de Service « Cafpro » entre la CAF et la Ville Autorisation pour l'accès professionnel aux données des Caf
Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. SAUREL sort définitivement de séance (donne procuration M. LEVITA).

**Sophie
BONIFACE-
PASCAL**

Vie associative, Maisons pour Tous

- 25 Maison pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Pour : 54
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. GELY entre en séance.

Mme BECCARIA, M. ARAGON sortent de séance.

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

**Serge
FLEURENCE**

- 26 Le Rockstore - Travaux de mise aux normes - Avenant n° 1

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Serge
FLEURENCE**

- 27 Convention de gestion des charges communes - Opération la Panacée
Convention de location 3 rue du Calvaire Ville de Montpellier/ Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Mme BONIFACE-PASCAL, MM. SUDRES, PASSET (et sa procuration) sortent de séance.

Action internationale

**Perla
DANAN**

- 28 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Mme BONIFACE-PASCAL entre en séance.

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 29 Secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. SUDRES entre en séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 30 ZAC DES GRISETTES (4ème tranche) Agrément de candidature PROMOLOGIS et MASCOBADO (lot 5A2)

Pour : 51
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 31 Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne Convention d'avance de trésorerie
Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Ne prennent pas part au vote les Administrateurs de la SERM : 5
M. Fleurence, M. Passet (pas en séance), M. Dufour, M. Levita, Mme Danan, M. Gély (pour l'Agglomération), M. J. Martin (pour le Conseil général- pas en séance).
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- M. THINES entre en séance.*
32 Commune de Grabels Révision du Plan d'occupation des sols (POS) Elaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) Avis de la Ville de Montpellier sur le projet de PLU arrêté
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 33 Aménagement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers/chemin de Moularès) Propriété de la SCI Les Vignes de l'Ecluse 928, avenue du Pont Trinquat Parcelles cadastrées DS 653p Promesse unilatérale de vente
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 34 Foncier Déclassement du Domaine Public Communal Emprise rue de l'Epire - avenue du Pont Juvénal Transferts de propriété avec la société « Kaufman & Broad»
Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. H. MARTIN, PASSET (et sa procuration) entrent en séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 35 Foncier Avenue de la Pompignane - Avenue Alphonse Juin Déclassement du domaine public communal Cession à Bouygues Immobilier
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 36 FONCIER Propriété BIAU 168, impasse d'Arcole Acquisition d'une parcelle pour la création d'un chemin piéton
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Michaël

- 37 Secteur de Bionne Acquisition de la propriété de Madame Andrée GINER route de

DELAFOSSÉ

Bionne
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- Mme BECCARIA entre en séance.*
- 38 Mise en vente d'un immeuble situé 21 rue Saint-Antoine Parcelle cadastrée IZ 355
- Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 39 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
- Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Jean-Louis
GELY**

- Réussite éducative**
- 40 Demande de subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc-Roussillon (DRAC L.R) dans le cadre du Plan Local d'Education Artistique et Culturelle (Offres Culturelles 2013)
- Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. ARAGON entre en séance.

**Jean-Louis
GELY**

- 41 Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre de la plateforme de réussite éducative
- Pour : 57
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

M. DELAFOSSÉ sort de séance.

**Jean-Louis
GELY**

- 42 Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires Autorisation de signer les marchés
- Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Magalie
COUVERT**

- Elections, questions du handicap, accessibilité**
- 43 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013
- Pour : 56
Contre : /
Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

M. TOUCHON sort de séance.

Logement

**Hélène
QVISTGAARD**

- 44 Attribution de subvention au titre de la prise en charge de la GRL (Garantie des Risques Locatifs)
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Sports, cohésion sociale

**Patrick
VIGNAL**

- 45 Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer l'avenant de prolongation 2013 Approbation de la redevance minorée
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

**Patrick
VIGNAL**

- 46 Association Mécénat Chirurgie Cardiaque Attribution de subvention
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Ressources humaines

**Serge
FLEURENCE**

- 47 Modification du tableau des effectifs
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Affaires juridiques, finances communales, administration générale

**Max
LEVITA**

- 48 Commande de titres de transport aérien sur le territoire national Déplacements des élus et du personnel municipal Autorisation de signer le marché négocié
Pour : 53
Contre : /
Abstentions : 2
Adopté à l'unanimité

**Max
LEVITA**

- 49 Réalisation, aménagement de structures et matériels d'exposition, stockage, maintenance et entretien. Marché 1M485-125- Avenant n° 1
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max

- 50 Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013

LEVITA

Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA

- 51 Tarifs 2013 pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Max LEVITA

- 52 Réforme et cession du matériel et des véhicules
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

*M. TOUCHON entre en séance.
M. POUGET sort de séance.*

Max LEVITA

- 53 Achat de véhicules à motorisation essence, diesel, GPL, GNV, électrique d'usine.
Autorisation de signer les marchés.
Pour : 55
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité

Garanties d'emprunt

M^{me} le Maire

- 54 Garantie d'emprunt Ville/ SERM Petit Bard - Emprunt 5M€ - CDC
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Ne prennent pas part au vote les Administrateurs de la SERM : 6
M. Fleurence, M. Passet, M. Dufour, M. Levita, Mme Danan, M. Gély (pour l'Agglomération), M. J. Martin (pour le Conseil général- pas en séance).
Adopté à l'unanimité

M^{me} le Maire

- 55 Garantie d'emprunt – Ville de Montpellier/S.E.R.M. – ZAC Parc Marianne 2M€ Crédit Foncier de France – 2 M€ Crédit Mutuel
Pour : 49
Contre : /
Abstentions : /
Ne prennent pas part au vote les Administrateurs de la SERM : 6
M. Fleurence, M. Passet, M. Dufour, M. Levita, Mme Danan, M. Gély (pour l'Agglomération), M. J. Martin (pour le Conseil général- pas en séance).
Adopté à l'unanimité

Mmes DELONCLE (et sa procuration), BOYER sortent définitivement de séance.

**Serge
FLEURENCE**

Ressources humaines

- 56 Emplois d'avenir- Approbation de la convention d'engagements Ville-Etat

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité

Mme DOMBRE-COSTE, MM. DELAFOSSE et POUGET entrent en séance.

**Cédric
SUDRES**

Vœux et motions

- 57 Vœu pour la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers aux élections locales

Pour : 50

Contre : 5

Abstentions : /

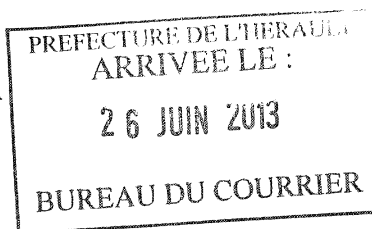
Adopté à la majorité des suffrages exprimés

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 17 juin 2013



Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Exercice 2012 - Compte Administratif de la Ville de Montpellier - Budget principal et Budget Annexe

Max LEVITA rapporte :

Les grands équilibres du Compte Administratif 2012 de la Ville de Montpellier, établis en conformité avec le Compte de Gestion 2012 du Trésorier Municipal, se décomposent comme suit :

1. Budget principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2012	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	57 813 553.51	144 400.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	9 592 886.33	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	52 222 463.60	74 669.00
923	CULTURE	9 722 853.19	14 600.00
924	SPORT ET JEUNESSE	19 728 616.52	352 137.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	14 717 831.57	92 394.00
926	FAMILLE	25 065 971.25	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	58 439 012.20	12 465.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 400 371.82	12 000.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	6 560 640.04	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 236 789.58	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	27 332 997.51	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	88 944.52	
	TOTAL	293 922 931.64	702 665.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2012	Restes à réaliser
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	6 346 518.43	
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	253 049.81	
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	4 939 774.93	
923	CULTURE	535 172.59	
924	SPORT ET JEUNESSE	2 941 323.70	
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	291 247.20	
926	FAMILLE	3 164 921.42	
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	25 255 862.50	
929	ACTION ECONOMIQUE	3 802 261.27	
931	OPERATIONS FINANCIERES	246 125.15	
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	86 155 901.23	
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	192 908 742.44	
934	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	161 358.83	
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	128.70	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	11 149 968.56	
	TOTAL	338 152 356.76	0.00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES			
Chapitres	LIBELLE	Réalisations 2012	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	38 498 763.82	6 193 378.80
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	223 981.04	432 216.33
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	18 548 652.43	3 881 200.41
903	CULTURE	3 087 470.65	1 647 557.27
904	SPORT ET JEUNESSE	9 315 533.02	1 964 436.76
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	115 602.19	58 580.92
906	FAMILLE	2 034 067.47	580 147.23
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	54 770 745.52	19 736 126.42
909	ACTION ECONOMIQUE	234 165.70	188 711.19
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	36 165 635.25	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	161 358.83	
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	8 292.37	30 467.20
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	37 239 759.89	
	TOTAL	200 404 028.18	34 712 822.53

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES			
Chapitres	LIBELLE	Réalisations 2012	Restes à réaliser
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	205 636.60	1 979.40
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	68 464.00	10 000.00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	1 696 522.76	22 142.50
903	CULTURE	346 874.90	1 313 640.20
904	SPORT ET JEUNESSE	360 000.00	200 000.00
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	51 675.55	
906	FAMILLE	271 606.00	822 347.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	3 706 348.61	2 381 548.73
909	ACTION ECONOMIQUE		300 000.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	123 674 109.40	13 000 000.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	23 116 727.94	
913	TAXES NON AFFECTEES	1 998 025.00	
914	TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	27 332 997.51	
917	OPERATIONS SOUS MANDAT	5 107.35	
	TOTAL	182 834 095.62	18 051 657.83

Le résultat brut global 2012 du Budget Principal est de + 26 659 492.56 euros, le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 9 295 662.86 euros.

Ces résultats seront repris dans le Budget Supplémentaire.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

	Résultat de clôture CA 2011	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2012	RESULTAT DE CLOTURE CA 2012 BRUT	RESULTAT DES REPORTS	RESULTAT NET 2012
Investissement	- 37 633 770,77		19 669 827.33	-17 569 932.56	-16 661 164.70	-34 231 097.26
Fonctionnement	58 348 233,73	- 47 280 369.82	33 079 456.56	44 229 425.12	-702 665.00	43 526 760.12
Total	20 714 462,96		52 749 283.89	26 659 492.56	-17 363 829.70	9 295 662.86
Pour mémoire Résultat net 2011	10 159 850,56					

2. Budget annexe d'exploitation du parking de l'Hôtel de Ville

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2012	Restes à réaliser
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	350 999.08	
012	CHARGES DE PERSONNEL	29 865.21	
	TOTAL	380 864.29	0.00

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES			
Chapitre	LIBELLE	Réalisations 2012	Restes à réaliser
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	845 819.77	
002	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	56 063.35	
TOTAL		901 883.12	0.00

L'exécution de ce budget fait apparaître **un résultat de clôture 2012 de + 521 018.83 euros**

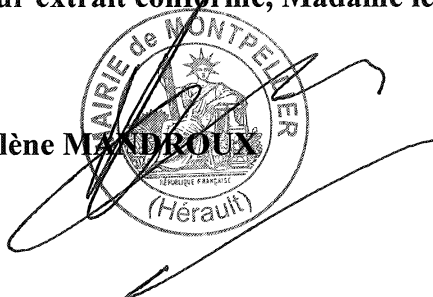
Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Compte de Gestion 2012 du budget principal et du budget annexe;
- approuver le Compte Administratif 2012 du budget principal et du budget annexe
- donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

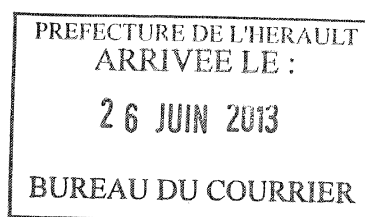
Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013

Direction Aménagement
Programmation
Planification - Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 236



Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Labellisation nationale EcoQuartiers « Charte des EcoQuartiers » Approbation et autorisation de signature

Michaël DELAFOSSE rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée de longue date dans diverses actions en faveur du développement durable et est reconnue aujourd'hui comme une référence nationale dans divers domaines en la matière comme la biodiversité par exemple. En matière d'urbanisme, la Ville a développé la démarche **aura** qui se compose d'un guide ou référentiel en aménagement durable et d'une grille d'application aux permis de construire en vue de poursuivre et concrétiser les efforts en faveur de l'émergence d'une ville durable.

Au niveau national, le gouvernement a lancé dès 2009 la démarche « *EcoQuartiers* » dont l'objectif principal est d'identifier des références en matière d'écoquartiers exemplaires et de trouver des réponses aux enjeux de demain. Cette démarche doit également permettre d'apporter des réponses concrètes aux engagements internationaux de la France en matière environnementale, en particulier les objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au total plus de 500 collectivités sont impliquées en France.

Dans le cadre de l'appel à projets « *EcoQuartiers* » de 2011, la Ville de Montpellier a été lauréate pour deux quartiers :

- le quartier Parc Marianne dans la catégorie « *Performance écologique – mention approche écologique globale* » reconnu pour ses aménagements, constructions et usages peu consommateurs de ressources ;
- ainsi que le quartier des Grisettes dans la catégorie « *Palmarès thématique – Nature en ville* » reconnu notamment pour son agriparc qui préserve la biodiversité et permet une sensibilisation et une implication des habitants.

Pour donner suite à ces appels à projets et concrétiser ces démarches expérimentales, une procédure de labellisation nationale a été lancée en décembre 2012 par le gouvernement pour encourager, accompagner et valoriser les projets d'aménagement et d'urbanisme durables. Les deux quartiers montpelliérains lauréats de l'appel à projets de 2011 ont pu bénéficier d'une procédure simplifiée en vue de cette labellisation et ont par conséquent été présentés pour l'obtention de cette labellisation en mars dernier.

Toutefois, pour obtenir définitivement cette labellisation, toutes les collectivités participantes doivent signer la « *Charte des EcoQuartiers* » définie au niveau national et proposée par le Ministère de l'Egalité des territoires et du logement. Son approbation fait donc l'objet de la présente délibération.

A travers la « *Charte des EcoQuartiers* », la Ville de Montpellier affirme son implication et sa motivation pour cette démarche en s'engageant à respecter les vingt points suivants mis en œuvre dans ses écoquartiers :

DEMARCHE ET PROCESSUS - Faire un projet autrement

1. Réaliser les projets répondant aux besoins de tous en s'appuyant sur les ressources et contraintes du territoire ;
2. Formaliser et mettre en œuvre un processus de pilotage et une gouvernance élargie ;
3. Intégrer l'approche en coût global lors des choix d'investissement ;
4. Prendre en compte les pratiques des usagers et les contraintes des gestionnaires dans les choix de conception ;
5. Mettre en œuvre des démarches d'évaluation et d'améliorations continues.

CADRE DE VIE ET USAGES – Améliorer le quotidien

6. Travailler en priorité sur la ville existante et proposer une densité adaptée pour lutter contre l'étalement urbain ;
7. Mettre en œuvre les conditions de la mixité sociale et intergénérationnelle du bien-vivre ensemble et de la solidarité ;
8. Assurer un cadre de vie sain et sûr ;
9. Mettre en œuvre une qualité architecturale et urbaine qui concilie intensité et qualité de vie ;
10. Valoriser le patrimoine local (naturel et bâti), l'histoire et l'identité du quartier.

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL – Dynamiser le territoire

11. Contribuer à un développement économique local, équilibré et solidaire ;
12. Favoriser la diversité des fonctions dans l'optique d'un territoire des courtes distances ;
13. Optimiser la consommation des ressources et des matériaux et développer les filières locales et les circuits courts ;
14. Privilégier les mobilités douces et le transport collectif pour réduire la dépendance à l'automobile ;
15. Favoriser la transition numérique en facilitant le déploiement des réseaux et services innovants.

PRESERVATION DES RESSOURCES ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE – Répondre à l'urgence climatique et environnementale

16. Produire un urbanisme permettant d'anticiper et de s'adapter aux changements climatiques et aux risques ;
17. Viser la sobriété énergétique et la diversification des sources au profit des énergies renouvelables et de récupération ;
18. Limiter la production de déchets, développer et consolider des filières de valorisation et de recyclage ;
19. Préserver la ressource en eau et en assurer une gestion qualitative et économe ;
20. Préserver et valoriser la biodiversité, les sols et les milieux naturels.

La signature de cette charte engage la Ville de Montpellier à poursuivre ses pratiques d'aménagement exemplaires au sein des écoquartiers en déclinant les vingt engagements présentés ci-avant et à être présent dans la phase de vie de ses écoquartiers, afin d'y apporter des améliorations continues.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier à la « *Charte des EcoQuartiers* » et ses vingt engagements présentés ci-avant ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer la « *Charte des EcoQuartiers* » ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned to the right of the printed name.

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Lancement de la seconde phase de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Marc DUFOUR rapporte :

Depuis plus de dix ans, la Ville déploie un programme cohérent d'interventions en faveur du développement de l'habitat, d'aménagement des espaces publics, de valorisation du patrimoine et de renforcement du commerce et de l'artisanat du centre-ville : l'opération 'Montpellier Grand Cœur'.

A travers cette ambitieuse opération, la Ville de Montpellier souhaite rendre son cœur de ville vivant et attractif pour tous afin d'y accueillir de nouveaux habitants mais aussi des actifs, des visiteurs et des chaland.

Consciente que le commerce du cœur de ville joue un rôle urbain majeur (atout en termes de qualité de vie pour les résidents, secteur d'emploi à soutenir en période économique fragile, facteur de rayonnement urbain et métropolitain, vecteur d'image du patrimoine unique du cœur historique), la Ville de Montpellier a décidé de conduire une politique volontariste en matière de commerces, d'activités économiques dites de proximité et d'emploi.

Par la délibération n° 2012/ 184 en date du 29 mai 2012, la Ville de Montpellier a entériné le lancement d'une campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités (commerçants, artisans ou toute autre activité exerçant derrière la vitrine). Cette campagne vise à inciter les entreprises à concevoir et réaliser des devantures de qualité en leur proposant un accompagnement sous deux formes :

- une assistance architecturale, consistant en une information personnalisée des commerçants pour les aider dans la conception de leur projet de nouvelle devanture commerciale,
- une subvention sur les travaux ainsi que sur leur maîtrise d'œuvre.

Une participation de l'Etat au titre du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC) est mobilisée afin de rendre le dispositif plus incitatif : la subvention de la Ville et du FISAC s'élève ainsi à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier.

La dépense totale maximum subventionnable s'élève à 14 000 € HT, répartis en 12 000 € HT pour la devanture et ses éléments et 2 000 € pour la maîtrise d'œuvre, avec un plafond de la subvention totale de 4 900€.

A cela s'ajoutent :

- une subvention pour travaux d'intérêt architectural (majoration de 2 000€ HT du montant des travaux éligibles, soit un maximum de 800 € supplémentaires)
- 300 € de prime forfaitaire si les travaux ont conduit à rendre le local accessible aux personnes à mobilité réduite.

La dépense est inscrite au budget de la Ville chapitre 908.

L'animation du dispositif fait en outre l'objet d'un partenariat étroit et efficace avec la Chambre de commerce et d'industrie, chargée de relayer l'information auprès des entreprises, de constituer et instruire les demandes de subvention des commerçants.

Pour renforcer l'impact urbain de cette campagne 'devantures', la délibération 2012/184 a défini le principe d'une mise en œuvre progressive en trois phases, dans trois secteurs dont la qualité patrimoniale est reconnue, secteurs protégés (secteur sauvegardé, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) ou périmètre de ravalement obligatoire.

Le premier périmètre de campagne juillet 2012- juin 2014 concerne environ 950 entreprises, situées un premier périmètre correspondant environ aux secteurs du Sud de l'Ecusson (hors Jeu de Paume et rue de Loge), des rues Universités et Aiguillerie- Ecoles laïques dans le Nord de l'Ecusson, du quartier Gambetta-rue des Généraux- Faubourg du Courreau-Laissac- Rondelet et de l'avenue de Lodève.

Le démarrage graduel mais régulier de la campagne confirme le besoin de pouvoir faire bénéficier de ce dispositif à un nombre élargi d'entreprises de commerçants ou d'artisans. Il est proposé dans la présente délibération l'extension de la campagne à un deuxième périmètre qui sera éligible au dispositif d'aide du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2015.

Le périmètre de la deuxième phase de la campagne concerne les rues suivantes :

Dans l'Ecusson :

- boulevard du Jeu de Paume
- boulevard de l'Observatoire
- boulevard Ledru-Rollin

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- boulevard du Professeur Louis Vialleton
- boulevard Henry IV
- place Albert 1^{er}
- quai des Tanneurs
- rue de la Fontaine du Pila Saint Gély
- rue du Faubourg de Nîmes
- boulevard de Bonnes Nouvelles
- boulevard Sarraill
- place de la Comédie (NB : côté pair entre le boulevard Sarraill et la rue de la Loge)
- rue de la Loge
- rue de la Draperie rouge
- rue de l'Herberie
- place Castellane
- rue Draperie St Firmin
- rue du Bayle
- rue Ranchin
- rue Philippy

- place du Petit Scel
- rue de l'Huile
- rue de l'Amandier
- rue Poitevine
- boulevard Ledru-Rollin

Au Sud-Ouest :

- rue du Faubourg Figuerolles (côtés pair et impair)
- rue du Mas de Merle (côtés pair et impair) jusqu'à la rue François Coppee
- boulevard Renouvier jusqu'à la rue Chaptal (côtés pair et impair)

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes :

- avenue de Lodève
- rue Louis Braille inclus côté pair
- rue Haguenot dans la section rues Louis Braille – Rues Pierre Fermaud, inclus côté pair
- rue Pierre Fermaud inclus côté pair, avenue de la Liberté
- rue du Faubourgs Figuerolles
- place Roger Salengro inclus côté impair
- rue Adam Craponne inclus côté impair
- cours Gambetta
- Plan Cabanes inclus côté pair
- Place Leroy-Beaulieu

Au Sud-Est :

- rue de la Méditerranée (les deux cotés de ces rues inclus)

Ainsi que le secteur compris entre les rues suivantes (les deux cotés de ces rues inclus):

- boulevard Victor Hugo
- place Molière
- rue de Etuves
- boulevard de l'Observatoire
- rue d'Alger
- rue du Grand Saint-Jean inclus côté impair
- place du Bicentenaire
- rue Jules Ferry
- rue du Pont de Lattes
- rue des Deux Ponts
- place de Strasbourg
- rue du pavillon
- rue Colin
- boulevard Vieussens
- boulevard Rabelais
- avenue de Palavas
- rue du pont de Lattes
- avenue Henri Frenay
- rue Aristide Olivier
- rue Du Guesclin
- rue Baudin
- place de la Comédie côté impair

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le lancement d'une deuxième phase de campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités dans le nouveau périmètre tel que défini ci-dessus ;

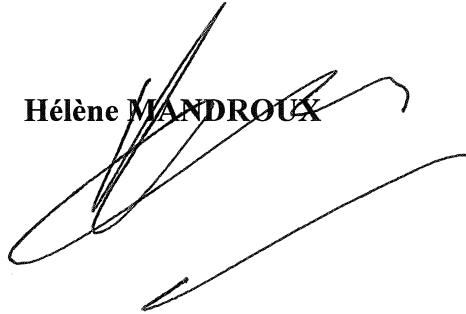
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned over the printed name 'Hélène MANDROUX'.

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Tramway - Cinquième ligne Protocole entre la Commune de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Serge FLEURENCE rapporte :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a arrêté le tracé préférentiel de la cinquième ligne tramway par délibération du 17 avril 2012; après l'enquête d'utilité publique, le tracé définitif ne sera connu au moment de la déclaration d'utilité publique du projet par le Préfet.

La réalisation de la 5ème Ligne de tramway vise à améliorer les conditions de déplacements sur l'ensemble de l'agglomération et notamment sur le territoire de la commune de Montpellier. L'opération crée un équipement structurant pour le service public des transports en commun, tout en permettant une meilleure maîtrise des flux des véhicules particuliers et la réalisation d'aménagements pour les deux-roues et les piétons.

Cette opération est ainsi réalisée dans l'intérêt de la voirie et nécessite une modification de l'implantation des ouvrages et des réseaux occupant le domaine routier public communal.

La société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) est le mandataire du Maître d'ouvrage pour la réalisation de la cinquième ligne de tramway.

Afin d'assurer la pérennité, la continuité et l'évolutivité du service public de transports en commun, la commune autorisera l'implantation des ouvrages nécessaires à l'exploitation de la 5ème ligne, dans des conditions qui seront précisées par une convention d'occupation du domaine public communal qui sera conclue ultérieurement pour toute la durée d'exploitation des infrastructures de cette 5ème Ligne de tramway.

Le présent protocole vise les ouvrages communaux et ceux des différents occupants du domaine public communal:

- d'une part, le projet de tramway s'inscrit sur le domaine public ou privé de la commune qui, outre les voiries, avec l'ensemble des équipements et mobiliers associés, est elle-même propriétaire de réseaux en

gestion directe (notamment eaux pluviales, éclairage public, signalisation tricolore...) ou de réseaux en gestion affermée ou en relation éventuelle avec des syndicats,

- d'autre part, le projet de tramway, qui est réalisé dans l'intérêt du domaine public, a une incidence sur les ouvrages des concessionnaires (gaz, électricité, téléphone...) et sur tout autre ouvrage ou installation (terrasses, panneaux publicitaires...) en occupation temporaire de ce domaine public,
- enfin, le projet de tramway a une incidence sur les réseaux d'eaux usées dont soit la Communauté d'Agglomération est propriétaire, soit la maîtrise d'ouvrage et la gestion lui ont été transférées.

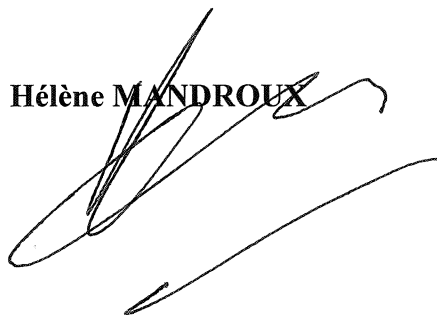
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir:

- **approuver** le protocole relatif à la cinquième ligne de tramway à conclure avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- **autoriser** Madame le Maire de la Ville de Montpellier ou, à défaut, son adjoint délégué signe le protocole précité et tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Hélène Mandroux', written over the printed name.

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Approbation de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, GDF-SUEZ et l'association FACE Hérault.

Serge FLEURENCE rapporte :

Dans le cadre de la rénovation urbaine du quartier du Petit Bard à Montpellier, certains porteurs de projets comme FACE Hérault proposent des actions de médiation sociale en direction des habitants qui s'inscrivent dans l'appel à projets du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Dans ce cadre, GDF-SUEZ est partenaire de FACE Hérault pour une action qui s'intitule « Accompagner la réhabilitation du Petit Bard » qui s'opère sur l'immeuble Apollinaire et pour laquelle la Ville participe au travers d'une subvention de 1 500 euros attribuée par délibération n° 2013/129 en date du 25 mars 2013.

L'objet de cette action est d'accompagner aux changements les habitants du quartier du Petit Bard lors de leur retour dans leurs logements réhabilités. Elle porte plus particulièrement sur la maîtrise de l'énergie.

L'intervention de FACE Hérault au sein de l'immeuble Apollinaire se décline comme suit :

- des visites dans chaque logement réhabilité en vue d'aider les familles à s'approprier leur logement après réhabilitation, notamment au regard de la maîtrise et de la consommation de l'énergie,
- la mise en œuvre d'un suivi individualisé pour les démarches administratives liées à l'appropriation de leur logement après la réhabilitation,
- un accompagnement personnalisé auprès d'un échantillon de 10 familles en vue de suivre et d'analyser leurs consommations de gaz mois par mois sur une année complète et de leur apporter des conseils réguliers sur la maîtrise de l'énergie.

Pour concrétiser plus fortement le partenariat entre la Ville de Montpellier, GDF-SUEZ et FACE Hérault autour de cette action, il est proposé de signer une convention tripartite. Cette convention fixe notamment l'objet, le contenu précis de l'action et les modalités financières.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, GDF-SUEZ et FACE Hérault,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

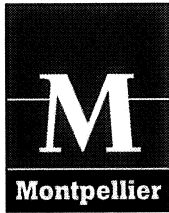
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

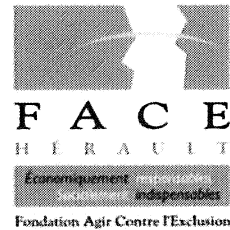
Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013



GDF SUEZ



CONVENTION de PARTENARIAT 2013

Ville de Montpellier – GDF SUEZ et l'association FACE Hérault

Entre les soussignés :

- La Ville de MONTPELLIER, représentée par Serge FLEURENCE, Premier Adjoint au Maire, dûment habilité à cet effet par délibération du
élisant domicile à : Hôtel de Ville – 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2,

Désignée ci-après par « **la Ville de Montpellier** »,

- GDF SUEZ, Société Anonyme au capital de **412 824 089** Euros, ayant son siège social, 1 place Samuel de Champlain – 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre français du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 542 107 651,

représentée par Monsieur Eric LESTANGUET Directeur Relation Client et Commerciale – Clients H@bitat et Professionnels,

Désignée ci-après par : « **GDF SUEZ** »

et

- « **FACE Hérault** », l'association dûment déclarée en préfecture dont le siège est 26 cours Gambetta 34000 Montpellier.

Représentée par Clare Hart, Présidente de FACE Hérault.

désignée ci-après par : « **FACE Hérault** »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le quartier du Petit-Bard à Montpellier bénéficie d'un Plan de Rénovation Urbaine dont la réhabilitation des bâtiments a démarré en 2011 et prendra fin en 2014. Cela correspondra au total à 390 logements réhabilités.

A ce titre, différentes actions proposées par des structures dans le cadre de l'appel à projets 2013 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ont été identifiées par la Ville de Montpellier, dont la mise en œuvre d'une action de soutien et de relais des acteurs locaux en matière de médiation sociale en direction des habitants du quartier Petit Bard proposée par FACE Hérault.

Cette action fait l'objet de la présente convention de partenariat conclue sans exclusivité et qui ne fait pas obstacle à ce que chacune des parties puisse conclure un accord de même type avec d'autres partenaires.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières du partenariat de la Ville de Montpellier, GDF SUEZ et Face Hérault, notamment par la mise en œuvre d'une action visant à favoriser la médiation sociale, en particulier sur le quartier du Petit-Bard.

L'objectif est d'accompagner aux changements les habitants du Petit Bard, dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine, lors de l'aménagement dans leurs nouveaux appartements.

Cette action portera plus précisément sur la maîtrise de l'énergie.

ARTICLE 2 : LE CONTENU DE L'ACTION

Dans le cadre de cette convention FACE Hérault s'engage à réaliser les actions suivantes :

- Des visites dans chaque logement réhabilité en vue d'aider les familles à s'approprier leur logement après réhabilitation, notamment au regard de la maîtrise et de la consommation de l'énergie.
160 logements restent à visiter jusqu'à la finalisation de la réhabilitation sur la période 2013-premier semestre 2014.
- Un accompagnement personnalisé auprès d'un échantillon de 10 familles en vue de suivre et d'analyser leurs consommations d'électricité et/ou de gaz, mois par mois sur une année complète et de leur apporter des conseils réguliers sur la maîtrise de l'énergie. Le repérage de ces familles se fera pour moitié a minima, soit 5 familles, à partir des logements déjà visités en 2012; les autres familles seront repérées au fil de l'eau des logements rénovés en 2013.

GDF SUEZ a développé un service innovant, Cap Eco Conso, permettant à ses clients le suivi mois par mois de la répartition des consommations en kWh, la répartition de la consommation par usage, la comparaison des consommations avec celles de logements de mêmes caractéristiques et l'établissement d'un plan d'action pour aider le client à agir sur ses consommations.

L'accompagnement de Face Hérault auprès de ces 10 familles se fera en différentes étapes :

- ↳ Explications, adhésion de la famille et souscription du service lors de la première rencontre au domicile,
- ↳ les 3 mois suivants, une visite mensuelle au domicile permettra d'accompagner la famille à bien utiliser le service Cap éco conso, notamment en renseignant les index relevés au compteur,
- ↳ les mois suivants, a minima 4 contacts téléphoniques réalisés à des périodes différentes permettront à Face Hérault de s'assurer auprès de chaque famille du bon déroulement de l'action,
- ↳ à J+1 an de la souscription du service, une visite au domicile permettra de clôturer l'action par une analyse des consommations détaillée et l'établissement d'un bilan.

ARTICLE 3 : PARTICIPATIONS FINANCIERES

GDF SUEZ contribue au financement de cette action dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale depuis 2011 à hauteur de 2 500 € par an.

Pour 2013, dans le cadre de cette convention tripartite qui renforce l'accompagnement du suivi des consommations de 10 familles durant une année, une contribution de 3 500 € sera versée.

Pour la Ville de Montpellier, celle-ci s'est engagée à cofinancer l'action à hauteur de 1 500 € par le vote d'une subvention au Conseil Municipal du 25 mars 2013 et à mobiliser des partenaires financiers, notamment dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION INTERNE ET/OU EXTERNE

La Ville de Montpellier, GDF SUEZ et FACE Hérault s'engagent dans toute action de communication interne et externe, à valoriser ces opérations et à mentionner l'implication des autres parties. Ces communications feront l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature jusqu'à la fin des travaux de réhabilitation estimée à une année.

Elle pourra être dénoncée en cas de non-respect des engagements de la présente convention à l'initiative de la partie qui s'estimerait lésée et après relance demeurée infructueuse.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier, GDF SUEZ et FACE Hérault conviennent de se rencontrer deux fois par an minimum pour établir un bilan dans le cadre d'un comité de pilotage élargi aux autres financeurs de l'action.

Pour le suivi de cette convention :

- Le représentant de la Ville de Montpellier est Madame Stéphanie SAUVIER DULAC Direction de la Cohésion Sociale – Département Action Solidaire (tél. : 04.67.34.70.09)
- Le représentant de GDF SUEZ est Catherine RIBERA-BAEZA, Correspondante Solidarité Relations Externes (tél. : 04.67.91.15.44 / 06.67.80.82.44).
- Le représentant de l'association FACE Hérault est Madame Sandra GILLES, Responsable d'Antenne (Tél. : 04.99.23.17.69).

ARTICLE 7 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à rechercher une solution amiable préalable.

A défaut de résolution du différend à l'amiable, les parties pourront saisir le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montpellier, le, en trois exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'association FACE
Hérault,

Pour GDF SUEZ,

1^{er} Adjoint au Maire,

La Présidente

Le Directeur Relation Client
et Commerciale – Clients
H@bitat et Professionnels,

Serge FLEURENCE

Clare HART

Eric LESTANGUET

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Espace public Cotisation à un organisme national pour l'année 2013

Serge FLEURENCE rapporte :

Depuis 2011, la Ville de Montpellier adhère à l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine (AVPU).

Cette association loi 1901 à but non lucratif est née à la suite de rencontres entre collectivités sur le thème de la propreté urbaine regroupant élus et agents territoriaux.

L'AVPU a pour objet de faire progresser la propreté en ville et de favoriser la perception positive de cette progression par les citoyens. Elle favorise les échanges d'expériences entre collectivités pour une amélioration des politiques municipales et élabore des recommandations et des plans d'actions pour rendre plus efficaces les modes opératoires.

Compte tenu de l'intérêt pour la Ville, il est proposé au Conseil Municipal de renouveler l'adhésion à cette association dont la cotisation pour 2013 s'élève à 2 100 €.

Cette cotisation sera prélevée sur le chapitre 928, nature 6281 et suivie par la Direction de l'Espace Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le versement de cotisation à l'organisme précité ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense d'un montant de 2 100 € sur les crédits inscrits au budget 2013, CRB 127, nature 6281;

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financements.

Les attributions sont établies conformément au règlement d'attribution joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **4 300 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Amandine D'Acunto, en recherche d'emploi

Production culturelle

Monochrome

Réaliser un court métrage sur le thème de la paternité face à la maladie de sa fille.

Diffusion dans des festivals locaux.

Montant accordé: 800 €

Myrddrina Antoni, étudiante en archéologie

Production culturelle

Le Nombril de Vénus

Présenter les fouilles archéologiques de la cavité du Nombril de Vénus (Gard) afin de valoriser les vestiges et le patrimoine du Languedoc Roussillon auprès des jeunes montpelliérains.

Exposition des photos et projection à l'université Paul Valéry.

Montant accordé: 800 €

Simon Kounovsky, étudiant en audiovisuel

Production culturelle

Le rire du voleur

Réaliser un court métrage, comédie dramatique en huis clos, sur le larcin d'un vieux cambrioleur.

Projections sur le campus Paul Valéry et à l'Espace Jeunesse.

Montant accordé: 800 €

Barthélémy Belle, étudiant en cinéma

Production culturelle

Seven days out

Réaliser un documentaire du Sziget Festival de Budapest salué en 2012 par les « European Festival Awards ».

Projections à l'université Paul Valéry, au ciné-club Jean Vigo.

Montant accordé: 800 €

Aurélia Gonzalez, en recherche d'emploi

Vivre ensemble à Montpellier

Trans-Révérence

Organiser, à partir de la pièce les chaises de Ionesco, des ateliers de lecture et d'écriture intergénérationnels.

Ateliers au sein de la maison de retraite Maison de famille.

Montant accordé: 1 100 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **4 300 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2013,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Santé

Cotisation à un organisme national pour l'année 2013

Jacques TOUCHON rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

La Ville de Montpellier est membre du Réseau Français des Villes Santé OMS, qui a pour objet le soutien et le développement du Réseau Français des Villes-Santé, en référence aux objectifs de la Santé pour Tous en l'an 2000 et du Programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville au Réseau Français des Villes Santé OMS pour l'exercice 2013, avec les imputations budgétaires suivantes :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
921	6281	Réseau Français des Villes Santé OMS	1 185€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme cité ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 1 185 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 921.

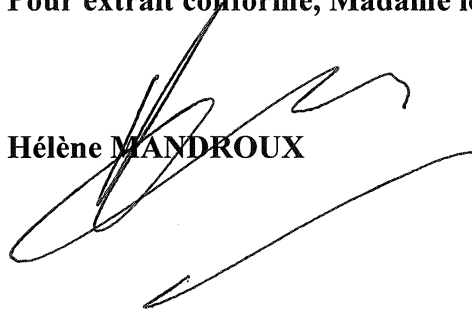
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

A large, stylized handwritten signature in black ink, overlapping the printed name 'Hélène MANDROUX'.

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Compagnie IBM France (SAS) Autorisation d'exploiter un centre d'hébergement de serveurs informatiques

Jacques TOUCHON rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2013-I-563 en date du 21 mars 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 31 mai 2013 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur LECAILLE, Directeur d'établissement d'IBM France à Montpellier, dont le siège social est situé sis 17 avenue de l'Europe à BOIS-COLOMBES (92 275). Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'un centre hébergement informatique (extension d'un site existant sis 83 impasse Pierre Magnol – Parc Euromédecine à Grabels) (cf. annexe 1).

Le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier doit rendre un avis car le rayon d'affichage est de 3km autour du site futur de la société IBM, 83 impasse Pierre Magnol – Parc Euromédecine à Grabels (34790), c'est-à-dire aux portes du territoire communal de la Ville de Montpellier.

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1432.2.b, 2910-A-1 et 2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (cf. annexe 2).

Le site d'hébergement de serveurs informatiques de Grabels comptabilisera sur son site jusqu'à treize personnes. Huit agents d'IBM et deux gestionnaires des installations techniques seront présents de 8h à 12h et de 14h à 18h, ainsi que trois gardes fonctionnant en 3x8, 7j/7 et 365 jours par an.

Sous réserve des prescriptions techniques suivantes :

- Les nouvelles mesures sonométriques réalisées, lors de la mise en fonctionnement effective du site, soient conformes à la réglementation en vigueur.
- Les installations de type rideau d'eau soient en état de fonctionnement optimal en permanence.

et après examen du dossier, dont les conclusions techniques sont annexées à la présente,
il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Installations classées pour la protection de l'environnement

**AVIS DE PROLONGATION
D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

sur la demande formulée par la société COMPAGNIE IBM FRANCE, dont le siège est situé à BOIS-COLOMBES (92275), 17 avenue de l'Europe, en vue d'être autorisée à exploiter un centre d'hébergement informatique (extension d'un site existant) situé à GRABELS (34790), 83 impasse Pierre Magnol, Parc Euromédecine, relevant des rubriques n° 2910-A-1 (combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771), 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) et 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'enquête publique fixée du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 24 mai 2013 inclus, est prolongée jusqu'au vendredi 31 mai 2013.

Monsieur Christian LOPEZ, retraité de l'Education nationale, désigné en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif, continuera à recevoir les observations, propositions ou contre-propositions du public à la Mairie de GRABELS, le :

Vendredi 31 mai 2013 de 14h à 16h30 (clôture).

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier soumis à enquête (qui comprend l'étude d'impact réglementaire ainsi que l'avis de l'Autorité Environnementale) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation, et tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est M. Jean-Luc LARGUIER, responsable du projet au sein de la société COMPAGNIE IBM FRANCE – Tél : 04 67 34 49 41.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier et consigner si elles le souhaitent leurs observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation.

Les communes concernées par le périmètre d'affichage et comprises dans le périmètre de l'enquête publique sont : GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC.

Toute personne pourra prendre connaissance à la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation, à la Préfecture de l'Hérault ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (<http://www.herault.pref.gouv.fr> : Accueil > Politiques publiques > Environnement, risques naturels et technologiques > Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) > Enquêtes publiques ICPE – Autorisations > Rapports et conclusions d'enquêtes publiques), du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.

Annexe n° 2 = Rubriques ICPE

RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	SEUILS DE CLASSEMENT	AP du n°2010-1-2577 du 23 août 2010			CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION PROJETEE			RAYON (km)
			Volume	CLASSE	MENT	Volume	CLASSE	MENT	
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Tranche 1 : 2 chaînes d'alimentation sans interruption (ASI) composées de batteries reliées à des onduleurs. La puissance de recharge est estimée à 66 kW Tranche 2 : 2 chaînes d'alimentation sans interruption (ASI) et un ASI CVC composées de batteries reliées à des onduleurs La puissance de recharge est estimée à 100 kW Soit 166 kW au total	D		Tranche 3 : 2 chaînes d'alimentation sans interruption (ASI) composées de batteries reliées à des onduleurs et un ASI CVC. La puissance de recharge est estimée à 145 kW Soit 311 kW au total	D	/	
1432.2.b	Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés visés à la rubrique 1430	Représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure à 100 m³	Tranche 1 et 2 : 1 cuve enterrée double enveloppe de 100 m³ avec système de détection de fuite Ceq. = 4 m³	NC		Tranche 3 : 1 cuve enterrée double enveloppe de 80 m³ avec système de détection de fuite Ceq. = 3,2 m³ Ceq. = 7,2 m³	NC	/	

RUBRIQUE	DESIGNATION DE L'ACTIVITE	SEUILS DE CLASSEMENT	AP du n°2010-1-2577 du 23 août 2010			CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION PROJETEE			RAYON (km)
			Volume	CLASSE	MENT	Volume	CLASSE	MENT	
2910-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4	Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : supérieure à 20 MW	Tranche 1 : 2 groupes électrogènes fonctionnant au fuel domestique de puissance unitaire continue 1263 kW, soit Pthermique unitaire=3,276 MW Tranche 2 : 2 groupes électrogènes fonctionnant au fuel domestique de puissance unitaire continue 1263 kW, soit Pthermique unitaire=3,276 MW Total puissance thermique maximale : 13,1 MW	D		Tranche 3 : 3 groupes électrogènes fonctionnant au fuel domestique de puissance unitaire continue 1263 kW, soit Pthermique unitaire=3,276 MW Total puissance thermique maximale T3 : 9,828 MW Total puissance thermique maximale : 22,93 MW	A	3	

PRÉFET DE L'HÉRAULT

Préfecture
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 2013-1-815 portant sur la prolongation d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement déposée par la COMPAGNIE IBM France pour l'exploitation d'un centre d'hébergement informatique à GRABELS (extension d'un site existant)

**Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon,
Préfet de l'Hérault,**

- VU le code de l'Environnement et notamment les articles R.512-14 à R.512-25 du titre 1^{er} du livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- VU la demande formulée le 1^{er} décembre 2011, modifiée le 27 novembre 2012, par Monsieur Didier LECAILLE, Directeur d'établissement de la Compagnie IBM FRANCE, dont le siège est situé à BOIS-COLOMBES (92275), 17 avenue de l'Europe, en vue d'être autorisé à exploiter un centre d'hébergement informatique (extension d'un site existant) situé à GRABELS (34790), 83 impasse Pierre Magnol, Parc Euromédecine;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les rubriques n° 2910-A-1, 2925 et 1432 ;
- VU la décision n° E13000020/34 du 4 février 2013 de la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Christian LOPEZ, retraité de l'Education Nationale, en qualité de commissaire-enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-563 du 21 mars 2013 fixant le déroulement de l'enquête publique sur les communes de GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 24 mai 2013 inclus ;
- VU le courrier électronique de la mairie de MONTPELLIER à la Préfecture de l'Hérault du 9 avril 2013, précisant que le délai d'affichage de l'avis au public n'a pu être respecté, en raison de problèmes internes de transmission du dossier d'enquête (reçu par le Service Communal d'Hygiène et de Santé de la mairie de MONTPELLIER le 28 mars 2013) et de délais de réimpression de l'avis ;
- VU la lettre du 13 avril 2013 de M. Christian LOPEZ, commissaire-enquêteur, demandant au Préfet une prolongation de l'enquête publique, en raison du non respect par la mairie de MONTPELLIER du délai réglementaire (quinze jours minimum avant le 1^{er} jour de l'enquête publique) pour l'affichage de l'avis au public ;

CONSIDERANT que le délai réglementaire (quinze jours minimum avant le 1^{er} jour d'enquête) d'affichage de l'avis d'enquête publique n'a pas été respecté dans la commune de MONTPELLIER ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1 L'enquête publique relative à la demande d'autorisation visée ci-dessus et fixée du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 24 mai 2013 inclus, est prolongée jusqu'au vendredi 31 mai 2013 à 16h30 (clôture).

ARTICLE 2 Outre les dates prévues par l'arrêté préfectoral n°2013-I-563 du 31 mars 2013, le commissaire-enquêteur recevra les observations du public à la mairie de GRABELS, le :

- **Vendredi 31 mai 2013 de 14h à 16h30 (clôture).**

ARTICLE 3 Un avis au public sera affiché dans les mairies de GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC et dans le voisinage de l'installation, et publié dans deux journaux locaux ;

ARTICLE 4 Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault,
Les maires de GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MONTPELLIER, le **25 AVR. 2013**

le Préfet

Le Sous-Préfet


Fabienne ELLUL



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

sur la demande formulée par la Compagnie IBM FRANCE, dont le siège est situé à BOIS-COLOMBES (92275), 17 avenue de l'Europe, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre d'hébergement informatique (extension d'un site existant) situé à GRABELS (34790), 83 impasse Pierre Magnol, Parc Euromédecine, relevant des rubriques n° 2910-A-1 (combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771), 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) et 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette demande sera soumise à une enquête publique du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 24 mai 2013 inclus.

Monsieur Christian LOPEZ, retraité de l'Education nationale, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier soumis à enquête (qui comprend l'étude d'impact réglementaire ainsi que l'avis de l'Autorité Environnementale) ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation, et tenus à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le responsable du dossier auprès duquel des informations peuvent être demandées est M. Jean-Luc LARGUIER, responsable du projet au sein de la société COMPAGNIE IBM FRANCE - Tél : 04 67 34 49 41.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier et consigner si elles le souhaitent leurs observations, propositions ou contre-propositions sur le registre d'enquête, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation.

Le Commissaire enquêteur recevra les observations, propositions ou contre-propositions du public à la mairie de GRABELS les :

- | | | |
|---|------------------------|---------------------------|
| - | Mercredi 24 avril 2013 | de 9h à 12h |
| - | Vendredi 3 mai 2013 | de 9h à 12h |
| - | Mardi 7 mai 2013 | de 14h à 17h |
| - | Lundi 13 mai 2013 | de 9h à 12h |
| - | Vendredi 24 mai 2013 | de 14h à 16h30 (clôture). |

Les communes concernées par le périmètre d'affichage (rayon de 3 km autour du périmètre de l'installation) et comprises dans le périmètre de l'enquête publique sont : GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC,.

Toute personne pourra prendre connaissance à la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation, à la Préfecture de l'Hérault ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (<http://www.herault.pref.gouv.fr> : Accueil>Politiques publiques>Environnement, risques naturels et technologiques >Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)>Enquêtes publiques ICPE - Autorisations>Rapports et conclusions d'enquêtes publiques), du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.



PRÉFET DE L'HÉRAULT

Préfecture
DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 2013 - I - 563 portant sur l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement déposée par la société IBM France pour l'exploitation d'un centre d'hébergement informatique à GRABELS (extension d'un site existant)

Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon,
Préfet de l'Hérault,

- VU le code de l'Environnement et notamment les articles R.512-14 à R.512-25 du titre 1^{er} du livre V relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances ;
- VU la demande formulée le 1^{er} décembre 2011, modifiée le 27 novembre 2012, par M. Didier LECAILLE, Directeur d'établissement de la Compagnie IBM FRANCE, dont le siège est situé à BOIS-COLOMBES (92275), 17 avenue de l'Europe, en vue d'être autorisé à exploiter un centre d'hébergement informatique (extension d'un site existant) situé à GRABELS (34790), 83 impasse Pierre Magnol, Parc Euromédecine ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment les rubriques n° 2910-A-1, 2925 et 1432 ;
- VU l'avis de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Inspection des installations classées - du 14 janvier 2013, déclarant le dossier de demande d'autorisation complet et recevable ;
- VU l'avis de l'Autorité Environnementale du 14 mars 2013 ;
- VU la décision n° E13000020/34 du 4 février 2013 de la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier désignant M. Christian LOPEZ, retraité de l'Education Nationale, en qualité de commissaire-enquêteur ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

ARRETE

ARTICLE 1er Il sera procédé du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 24 mai 2013 inclus, à une enquête publique concernant la demande d'autorisation relative à l'installation classée visée ci-dessus. Le responsable du dossier correspondant, auprès duquel des informations peuvent être demandées, est :
M. Jean-Luc LARGUIER
Tél: 04.67.34.49.41

ARTICLE 2 Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier soumis à enquête (qui comprend l'étude d'impact réglementaire ainsi que l'avis de l'Autorité

Environnementale), ainsi qu'un registre d'enquête, seront déposés dans la mairie de GRABELS, commune d'implantation de l'installation ;

Ces documents seront tenus à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie désignée ci-dessus.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance du dossier et consigner si elles le souhaitent leurs observations sur le registre d'enquête, ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de GRABELS, siège de l'enquête publique.

M. Christian LOPEZ, commissaire enquêteur, (ou, en cas d'indisponibilité, son suppléant) recevra les observations du public dans la mairie de GRABELS les :

- Mercredi 24 avril 2013 de 9h à 12h
- Vendredi 3 mai 2013 de 9h à 12h
- Mardi 7 mai 2013 de 14h à 17h
- Lundi 13 mai 2013 de 9h à 12h
- Vendredi 24 mai 2013 de 14h à 16h30 (clôture).

Les conseils municipaux des communes de GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC, comprises dans le périmètre d'affichage, seront appelés à donner leur avis dès l'ouverture de l'enquête publique sur cette demande. Cet avis doit être exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 3

Article 3.1 Publicité sur le site et dans le périmètre de l'installation

Les communes situées dans un rayon de 3 km autour de l'installation sont concernées par le périmètre d'affichage : GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC.

Un avis au public sera affiché, aux frais du demandeur, dans le voisinage de l'installation projetée. L'affichage s'effectuera également aux lieux habituels d'affichage à la mairie d'implantation de l'installation, ainsi que dans les communes précitées, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique.

L'avis public en caractères apparents précisera la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, les dates de l'ouverture et de la clôture de l'enquête publique ; il indiquera le nom du commissaire enquêteur et fera connaître les jours et heures où ce dernier recevra les observations des intéressés ainsi que le lieu où il pourra être pris connaissance du dossier.

Article 3.2 Publicité dans la presse

Cette enquête sera annoncée, quinze jours au moins avant son ouverture, par les soins du Préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, puis rappelée au plus tard dans les huit premiers jours de l'enquête.

Article 3.3 Publicité sur le site Internet

L'avis d'ouverture de l'enquête publique ainsi que le résumé non technique du dossier seront publiés sur le site Internet de la Préfecture quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et pendant toute sa durée (<http://www.herault.pref.gouv.fr> : Accueil>Politiques publiques>Environnement, risques naturels et technologiques >Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)>Enquêtes publiques ICPE – Autorisations>Avis d'ouverture d'enquêtes publiques et résumés non techniques des dossiers de demandes d'autorisation).

ARTICLE 4

Le dernier jour de l'enquête, le(s) registre(s) d'enquête, à feuillets non mobiles, seront clos et signés par le commissaire enquêteur (ou son suppléant), qui convoquera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera sur place les observations recueillies écrites ou orales, celles-ci consignées dans un procès-verbal en l'invitant à produire, dans un délai de douze jours, un mémoire en réponse.

Le commissaire enquêteur (ou son suppléant) rédigera, d'une part, un rapport dans lequel il relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui devront figurer dans un document séparé et préciser si elles sont favorables, favorables avec recommandations ou réserves, ou défavorables à la demande d'autorisation.

Le commissaire enquêteur (ou son suppléant) enverra le dossier de l'enquête accompagné des documents sus indiqués au Préfet dans les quinze jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner une réponse.

Le Préfet adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur au Président du Tribunal Administratif, au demandeur et aux maires des communes comprises dans le périmètre de l'enquête publique (correspondant au périmètre d'affichage).

Toute personne pourra prendre connaissance à la Préfecture (Direction des Relations avec les Collectivités Locales, Bureau de l'Environnement) et à la mairie de GRABELS, commune d'implantation du projet, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur et du mémoire en réponse du demandeur, qui seront également publiés sur le site Internet de la Préfecture de l'Hérault (<http://www.herault.pref.gouv.fr> : Accueil>Politiques publiques>Environnement, risques naturels et technologiques >Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)>Enquêtes publiques ICPE – Autorisations>Rapports et conclusions d'enquêtes publiques).

ARTICLE 5

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure, prise par M. le Préfet de l'Hérault, est une autorisation assortie du respect de prescriptions ou un refus.

ARTICLE 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, les maires de GRABELS, MONTPELLIER, JUVIGNAC, MONTFERRIER SUR LEZ, ST CLEMENT DE RIVIERE ET ST GELY DU FESC, le commissaire-enquêteur (ou son suppléant), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié administrativement à la société Compagnie IBM FRANCE.

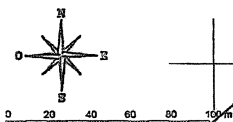
Fait à Montpellier, le 21 MARS 2013

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Alain DANTONATI

Annexe n° 4

Rayon d'enquête publique = 3 km



AC

AB

Espace Sentein

Brasserie

Horiba Medical ABX

SITE

Union Mutualiste PROPAR

GF en toiture

Bassin Euromédecine

TB

Rue Franquin

Hôtel

Résidence

Cap Delta

Cap Gamma

AA

Rue de Montpellier

Comptoir Electrique Français

Brasserie

Renault

Eglise

Rue de Puech Villa

TK

Légende :

- Limite extension Tranche 3
- Limite 100 m
- Limite 300 m (1/10 rayon affichage enquête publique)
- Groupe froid
- Groupe électrogène
- Local de charge de batteries

Plan de localisation Dual site IBM et de ses abords au 1/2 500

CLIENT: IBM		ICF Environnement 14 à 30 rue Alexandre Bédiant C 92835 GENNEVILLIERS Cedex Tel : (33) 01 41.88.88.00 - Fax : (33) 01 48.88.03.11	
LOCALISATION: Grabels (34)	Ing de Projet F.Malmasson	DESINE par : JDO	DATE : 20/11/2012
DOSSIER N°: AIX/10/099		ECHELLE : 1/2 500	VERIFIE par : FMA
		FORMAT : A3	DWG N° : 001 0 2

Rapport Technique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement Compagnie IBM France (SAS) Autorisation d'exploiter un centre d'hébergement de serveurs informatiques

Par Arrêté Préfectoral n° 2013-I-563 en date du 21 mars 2013, modifié par l'Arrêté Préfectoral n°2013-I-815 en date du 25 avril 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, qui s'est déroulée du jeudi 18 avril 2013 au vendredi 31 mai 2013 inclus, à l'égard de la demande formulée par Monsieur LECAILLE, Directeur d'établissement d'IBM France à Montpellier, dont le siège social est situé sis 17 avenue de l'Europe à BOIS-COLOMBES (92275). Elle concerne l'autorisation d'exploitation d'un centre hébergement informatique (extension d'un site existant sis 83 impasse Pierre Magnol – Parc Euromédecine à Grabels (34790) (cf. annexe 1).

Cette exploitation est soumise à autorisation préfectorale et relève du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, notamment les articles R.512-14 à R.512-25, sous les rubriques 1432.2.b, 2910-A-1 et 2925 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) (cf. annexe 2).

Une activité exercée sur ce site est soumise à **autorisation**, en application du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, sous la rubrique :

2910-A : En plus des quatre groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique de puissance unitaire continue de 1263 kW, déjà présents sur le site, la construction d'une troisième tranche entraîne la présence supplémentaire de trois groupes électrogènes soit au total une puissance thermique maximale de 22.93 MW.

L'activité suivante relève quant à elle du régime de **la déclaration** :

2925 : En plus des cinq chaînes d'alimentation d'accumulateurs existantes, trois seront ajoutées. La puissance maximale de courant continu utilisable pour les charger étant supérieure à 50 kW la rubrique de classement n'est pas modifiée par les installations supplémentaires. La puissance de charge totale estimée pour le site est de 311 kW.

1432.2.b : de plus, la société IBM France possédera en sus de la cuve enterrée, double enveloppe de fioul domestique, de capacité unitaire de 100 m³ existante, une seconde cuve d'une capacité de 80 m³ avec système de détection de fuite. Cet équipement **n'est pas classé**.

Enfin, dans le cadre de l'extension du site d'hébergement informatique, quatre groupes froids supplémentaires seront installés. La puissance totale absorbée étant inférieure à 10 MW, cette activité **n'est pas classée**.

Les activités projetées induisent une extension du site, existant et fonctionnel, depuis février 2009, dont les activités sont soumises, à autorisation depuis juillet 2010. Au terme des travaux engagés, le site aura doublé ses équipements et son activité, c'est pourquoi une enquête publique est organisée et l'avis du conseil municipal de la Ville de Montpellier est sollicité, la Ville de Montpellier étant comprise dans le périmètre de l'enquête publique.

Le site d'hébergement de serveurs informatiques d'IBM comptabilisera sur son site jusqu'à treize personnes. Huit agents d'IBM et deux gestionnaires des installations techniques seront présents de 8h à 12h et de 14h à 18h, ainsi que trois gardes fonctionnant en 3x8h, 7/7j et 365 jours/an.

Le site est interdit au public ainsi qu'à toutes personnes non habilitées par la société IBM.

Au regard des éléments du présent dossier, les principales sources d'émissions atmosphériques, autres que celles émises par les camions de livraison et les véhicules du personnel, sont :

- Les émissions canalisées au niveau des groupes électrogènes. Ces émissions de fumées seront exceptionnelles puisque la durée de fonctionnement serait limitée aux tests réalisés chaque mois faisant fonctionner les groupes électrogènes 1h40 par mois.
- Les émissions canalisées au niveau de la cuve enterrée de fioul domestique, dont les rejets atmosphériques ne seront pas significatifs.
- Les émissions diffuses au niveau du point de déchargement de fioul domestique.
- Les émissions diffuses au niveau des groupes frigorifiques en cas de dysfonctionnement uniquement (perte de réfrigérant).

Compte-tenu de ces éléments, les rejets atmosphériques seront estimés comme non significatifs vis-à-vis de la qualité de l'air et du climat sur le secteur du site d'IBM.

Les seules eaux rejetées sont les eaux vannes des installations sanitaires et eaux de douches véhiculant une charge organique. Elles sont acheminées vers le réseau communal d'assainissement de Montpellier pour rejoindre la station d'épuration MAERA localisée à environ 9 km au Sud-Est du site.

Les eaux pluviales de toitures et de voirie seront dirigées dans le réseau communal au niveau d'un point de rejet puis seront évacuées dans le bassin de rétention Euromédecine de 14 000 m³ à l'est du terrain puis rejetée dans le Verdanson. Un nouveau séparateur à hydrocarbures est installé en aval du réseau et en limite Sud-Est de propriété.

En ce qui concerne le bruit, les principales installations susceptibles d'être des sources sonores et vibratiles sont :

- Les équipements de réfrigération (compresseur et ventilateur de chaque équipement) ;
- Les groupes électrogènes.

Trois campagnes de mesures sonométriques réalisées en 2006, 2009 et 2010 ont démontré qu'en limite de propriété, l'ensemble des niveaux mesurés respectent les valeurs limites autorisées. Et plus particulièrement en 2010, des estimations avec l'ensemble des équipements prévus pour la tranche trois du projet, en fonctionnement, ont été réalisées et sont conformes aux prescriptions de l'Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE.

L'établissement devra, cependant, s'engager à faire réaliser une campagne de mesures des niveaux sonores dès le démarrage de l'activité.

L'étude de danger a permis de retenir comme phénomène potentiellement dangereux l'épandage de fioul domestique suivi d'un incendie sur l'aire de dépotage, susceptible d'avoir des effets hors site. Les modélisations montrent que les seuils des effets thermiques ne sont pas entièrement contenus dans les limites de propriété, indiquant ainsi la possibilité de

conséquences humaines à l'extérieur du site du fait de la proximité de la voie de circulation. Il n'y a cependant pas d'habitation, ni de bâtiment.

Après examen du dossier, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à l'exploitation de ces installations, sous réserve du respect des prescriptions techniques suivantes :

- **Les nouvelles mesures sonométriques réalisées, lors de la mise en fonctionnement effective du site, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.**
- **Les installations de type « rideau d'eau » doivent être en état de fonctionnement optimal en permanence.**

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier

Christiane FOURTEAU rapporte :

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Le Conseil municipal a approuvé par délibération en date du 28 avril 2008 la délégation par le Conseil Général de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aide aux jeunes.

Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fonds, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil municipal du 28 avril 2008, renouvelable par tacite reconduction. Le CCAS perçoit le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4% des dépenses en aides de l'année N-1.

Le montant total du fonds (dotation Ville et Département) est arrêté annuellement.

En 2012, la Ville de Montpellier a approuvé par délibération en date du 1^{er} octobre 2012 l'avenant n°4 à la délégation de gestion.

La dotation 2013 fait l'objet d'une convention de délégation de gestion qui se présente comme suit :

- la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour l'année 2013 est de 198 000 €,
- la participation de la Ville pour 2013 se monte à 97 000 € et est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de délégation de gestion du fonds départemental d'aide aux jeunes précisant les participations à ce fonds pour l'année 2013 : 198 000 € pour le Département et 97 000 € pour la Ville,

- d'approuver le transfert de la participation du département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département,
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Montpellier, le 14 mai 2013



PDS/ 12 220

Madame Hélène MANDROUX
Maire de Montpellier
Hôtel de ville
1 place Georges Frêche
34 267 Montpellier Cedex 2

Pôle des Solidarités
Mission Cohésion Sociale
Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes

Dossier suivi par : Stéphanie Delbrel
Téléphone : 04.67.67.65.97
e-mail : sdelbrel@cg34.fr

Madame le Maire,

En application des dispositions de l'article L263-4 alinéa 1 du code de l'action sociale, vous avez souhaité assurer la gestion du fonds départemental d'aide aux jeunes sur la commune de Montpellier.

Suite à votre courrier confirmant votre participation au Fonds Local d'Aide aux Jeunes de la ville de Montpellier, la commission permanente de l'assemblée départementale réunie le 8 avril 2013 a validé la participation du département à hauteur de 198 000 € ce qui porte le montant du fonds à 295 000 € pour 2013.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, en deux exemplaires pour signature, la convention de délégation de gestion du fonds départemental d'aide aux jeunes N°13/C0436, ainsi qu'une déclaration de commencement d'exécution de l'action.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

La directrice générale adjointe des services
Directrice du pôle des solidarités

Nadine Rouillon



Fonds d'aide aux jeunes en difficulté

**Convention de délégation de gestion n°13/C0436
Du fonds départemental d'Aide aux Jeunes**

Mairie de Montpellier

ENTRE

Le Département de l'Hérault, domicilié au :

1000, rue d'Alco

34087 Montpellier Cedex 4

représenté par Monsieur André Vézinhet, Président du Conseil Général,

En vertu de la commission permanente du 8 avril 2013,

ET

La Mairie de Montpellier, domiciliée au :

1 Place George Frêche

34 267 Montpellier

représentée par **Monsieur Madame Hélène Mandroux**, Maire de Montpellier,

Préambule :

Conformément à l'article L263-3 du Code de l'Action sociale et des Familles, il est mis en place, dans le Département de l'Hérault, un dispositif d'aides destinées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, âgés de 18 à 25 ans révolus, lorsque la précarité de leur situation constitue un obstacle à leur insertion.

Au regard des enjeux que représente l'insertion des jeunes, un ensemble d'acteurs s'associe au conseil général permettant ainsi au fonds départemental d'aide aux jeunes (FDAJ) d'être aujourd'hui un réel outil au service des jeunes en difficulté.

Ce fonds est placé sous l'autorité du **président du Conseil général** à compter du 1^{er} janvier 2005 et « se substitue à celui ayant le même objet institué dans le Département avant l'entrée en vigueur de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ». Le Département de l'Hérault est ainsi compétent pour attribuer différents types d'aides.

En application de l'alinéa 1 de l'article L263-4 du Code de l'action sociale qui dispose que « le président du conseil général peut, par convention, confier tout ou partie de la gestion du fonds à **une ou plusieurs communes** ou à **un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** » il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet la délégation de la gestion du FDAJ à la mairie de Montpellier et de fixer les responsabilités et participations techniques et financières de chacune des parties pour le fonctionnement du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes sur le territoire de la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Nature des aides

Le FDAJ permet à des jeunes de 18 à 25 ans en difficulté et ne pouvant prétendre aux dispositifs de droit commun d'entamer ou de poursuivre un projet d'insertion sociale ou professionnelle. Aucune durée minimale de résidence sur la commune n'est exigée.

Les aides du FDAJ consistent à :

- Apporter des secours financiers exceptionnels pour faire face à des besoins urgents même en l'absence de projet d'insertion ;
- Accorder des aides financières pour faciliter la réalisation du projet d'insertion dans lequel s'est engagé le bénéficiaire ;
- Proposer des mesures d'accompagnement individualisé ;
- Financer des actions d'accompagnement collectif spécifiques à ce public.

Les conditions et les modalités d'attribution de ces aides doivent se conformer au règlement départemental du dispositif Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes adopté dans sa version initiale par l'assemblée départementale lors de sa commission permanente du 30 janvier 2006 et révisé par décision modificative du 25 juin 2007.

ARTICLE 3 : Délégation de gestion

La gestion du FDAJ est déléguée à la mairie de Montpellier, exclusivement pour le périmètre de son territoire. Elle est réalisée moyennant le remboursement de frais de gestion.

Les frais de gestion dus au titre de l'année N sont fixés à 4% des dépenses versées en aides individuelles, actions collectives et d'accompagnement de l'année antérieure (N-1).

Conformément au règlement départemental du 25 juin 2007 et dans le cadre de la présente convention de délégation de gestion, la mairie de Montpellier assure le secrétariat des comités locaux de pilotage et d'attribution :

- Pour les comités locaux de pilotage :
 - Planifie le comité de pilotage et en convoque ses membres,
 - Rédige et diffuse les comptes rendus,
 - Elabore les statistiques,
 - Réalise le rapport d'activité annuel.
- Pour les comités locaux d'attribution :
 - Etablit le planning des réunions du comité d'attribution, et l'adresse à tous les membres,
 - Enregistre les demandes d'aides (sous réserve que les dossiers parviennent 48h maximum avant la date du comité),
 - En vérifie la recevabilité,
 - Renvoie aux référents les dossiers incomplets,
 - Notifie les décisions du comité à l'intéressé et au référent,
 - Rédige et diffuse les comptes rendus,
 - Exécute les décisions,
 - Suit les sommes engagées,
 - Gère la procédure d'urgence,
 - Renseigne les fiches statistiques annuelles,
 - Réalise le rapport annuel d'activité (quantitatif, qualitatif et financier).

ARTICLE 4 : Financement

Pour l'année 2013, la participation de chaque partenaire est de :

- Département : 198 000 €
- Commune : 97 000 €

Les sommes seront versées sur l'intitulé bancaire suivant :

BDF Montpellier

Trésorerie Municipale de Montpellier

Code établissement..... : 30001

Code guichet..... : 00572

N°de compte : E 3400000000 / 10

La fixation des dotations 2014 et 2015 feront l'objet d'un avenant spécifique.

ARTICLE 5 : Obligations du gestionnaire

Le gestionnaire s'engage à produire un bilan financier retraçant l'emploi global des sommes mises à sa disposition et un bilan d'activité (qualitatif et quantitatif).

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La convention est conclue à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2013. Elle est renouvelable deux fois sans que son terme ne puisse dépasser le 31 décembre 2015.

ARTICLE 7 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

ARTICLE 8 : Compétence juridictionnelle

En cas de litiges seul le Tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

La présente convention est établie en deux exemplaires, à Montpellier, le

Le Président du Conseil Général de l'Hérault,

**Le Représentant du gestionnaire du Fonds de
Montpellier,**

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire d'un certain nombre d'ouvrages en surplomb du domaine public ferré.

A ce titre, dans sa mission en matière de surveillance et de maintenance de ces ouvrages, la Ville de Montpellier ne dispose pas des moyens techniques d'accès et d'interception du trafic ferroviaire pour réaliser les inspections détaillées d'ouvrage (en particulier dans leurs intrados) ainsi que, le cas échéant, les travaux d'entretien courant ou spécialisé découlant de ces inspections.

Par ailleurs, la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau Ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire a apporté notamment en pleine propriété à cet établissement les biens constitutifs de l'infrastructure ferroviaire. En application de ces textes, RFF est propriétaire des voies ferrées et de ses dépendances, la SNCF, gestionnaire délégué d'infrastructure ferroviaire, étant chargée quant à elle du fonctionnement et de l'entretien du réseau ferroviaire pour le compte et selon les objectifs et principes de gestion définis par RFF (article 1^{er} alinéa 2 de la loi n°97-135).

Il s'avère donc nécessaire de se doter d'une convention qui permette à la ville de répondre à ses obligations de gestionnaire en étroite collaboration avec RFF et la SNCF.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir:

- approuver le projet de convention de gestion et d'entretien des ouvrages d'art situés à l'intersection du réseau routier de la Ville de Montpellier et du réseau ferré national à conclure avec RFF, propriétaire des infrastructures du réseau ferré national, et la SNCF, gestionnaire délégué de ces infrastructures,

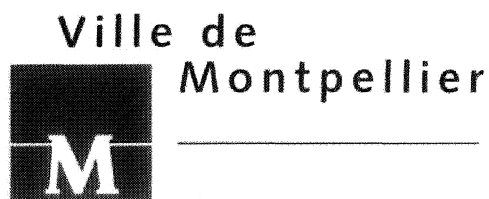
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville, nature 6188 fonction 928822, ligne de crédit 20291,
- autoriser Madame le Maire de la Ville de Montpellier ou à défaut son adjoint délégué à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



**CONVENTION DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES PONTS-ROUTES SITUES A L'INTERSECTION
DU RESEAU ROUTIER DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DU RESEAU FERRE NATIONAL**

Entre

L'Etablissement Public Industriel et Commercial, Réseau ferré de France, immatriculé au Registre du Commerce de Paris, sous le n°B.412.280.737, dont le siège est 92 avenue de France, 75648 Paris Cedex 13, représenté par Monsieur Christian PETIT, Directeur Régional, ayant reçu délégation du Président, et ci-après dénommé **"RFF"**.

D'une part,

L'Etablissement Public Industriel et Commercial, Société Nationale des Chemins de Fer Français, dont le siège est à 75699 PARIS CEDEX 14-34, rue du Commandant Mouchotte, représenté par Monsieur , Directeur de l'Etablissement de XXXXXXXXXXXX, agissant au nom et pour le compte de ladite Société, et ci-après dénommée **"SNCF"**.

D'autre part,

La Ville de Montpellier, dont le siège est à 34000 Montpellier, 1, place Georges Frêche, représenté par Madame Hélène Mandroux, Maire de Montpellier, en vertu des dispositions de la délibération n° XXXX en date du XXXXXXXX, et ci-après dénommée **"Ville de Montpellier"**.

De troisième part.

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT.

Il est rappelé, d'une part, que la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau Ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire a apporté notamment en pleine propriété à cet établissement les biens constitutifs de l'infrastructure.

En application de ces textes, RFF est propriétaire des voies ferrées et de ses dépendances, la SNCF, gestionnaire délégué d'infrastructure ferroviaire, étant chargée quant à elle du fonctionnement et de l'entretien du réseau ferroviaire pour le compte et selon les objectifs et principes de gestion définis par RFF (article 1^{er} alinéa 2 de la loi n°97-135).

Aussi, dans la suite du présent document, la SNCF est-elle désignée en tant que gestionnaire déléguée de l'infrastructure ferroviaire.

Il est rappelé, d'autre part, que la jurisprudence constante du Conseil d'Etat désigne comme propriétaire d'un pont, la personne publique propriétaire et gestionnaire de la voie dont il relie les parties séparées.

La Ville de Montpellier, quant à elle, est propriétaire et gestionnaire d'un certain nombre d'ouvrages en surplomb du domaine public ferré. A ce titre, dans sa mission en matière de surveillance et de maintenance de ces ouvrages, la Ville de Montpellier ne dispose pas des moyens techniques d'accès et d'interception du trafic ferroviaire pour réaliser les inspections détaillées d'ouvrage (en particulier dans leurs intrados) ainsi que, le cas échéant, les travaux d'entretien courant ou spécialisé découlant de ces inspections.

Il s'avère donc nécessaire de se doter d'une convention qui permette à la ville de répondre à ses obligations de gestionnaire en étroite collaboration avec RRF et la SNCF.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de gestion, tant en matière de surveillance qu'en matière de maintenance des ouvrages d'art situés à l'intersection des réseaux routiers et ferrés, ainsi que l'organisation des travaux sur ces ouvrages.

ARTICLE 2 – RAPPEL DES PRINCIPES DE PROPRIETE DES OUVRAGES

Il est précisé que les ponts-routes, comme définis à l'article 6, ainsi que les passerelles pour piétons, sont la propriété de la Ville de Montpellier.

Les ponts-rails concernés par la présente convention sont la propriété de RFF.

Ces ouvrages, définis en annexe 1, s'entendent dans leur intégralité. Ils comprennent notamment les tabliers, leurs équipements, les appuis, les fondations. Sont également concernés les ouvrages associés et/ou intégrés de soutènement, les remblais d'accès, et, plus généralement, tous ouvrages annexes et installations techniques permettant d'assurer la pérennité des ouvrages visés.

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de vie des ouvrages repris en annexe 1.

ARTICLE 4 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Une liste complète des ouvrages concernés par la présente convention figure en annexe 1.

Dans un souci de simplification de conventionnement entre les parties, la présente convention abroge les conventions d'entretien et de gestion antérieures et les divers procès verbaux de remise d'ouvrage ou conventions spécifiques d'origine.

L'annexe 1 pourra faire l'objet de modifications, notamment par l'incorporation d'autres ouvrages d'art susceptibles de répondre à la définition donnée à l'article 2 de la présente convention ou par la prise en compte des éventuelles précisions contenues dans les conventions spécifiques établies pour chacun des nouveaux ouvrages et validées préalablement par les représentants des parties.

La liste sera complétée en tant que de besoin par la partie la plus diligente. Cette mise à jour fera l'objet d'un avenant conformément à l'article 14 de la présente convention.

ARTICLE 5 – DEFINITION DES OUVRAGES

La liste des ouvrages concernés par la présente convention, figurant à l'annexe 1, précise leur situation géographique, leurs caractéristiques principales et la consistance des parties qui les composent.

ARTICLE 6 – SUPERPOSITION D’AFFECTATIONS

Il est rappelé que la Ville de Montpellier dispose de l'ensemble des pouvoirs de gestion des ponts-routes et passerelles au titre de sa compétence en matière de voirie communale.

Par la présente convention, RFF, propriétaire du foncier supportant les infrastructures ferroviaires, autorise au profit de la Ville de Montpellier, une superposition d'affectation sur une partie de son domaine public, pour les ouvrages définis à l'article 5 de la présente convention, permettant le franchissement en passage supérieur des voies ferrées par les voies routières de la Ville de Montpellier. La présente superposition d'affectations porte sur le seul volume comprenant l'ouvrage tel que défini à l'alinéa 3 de l'article 2 de la présente convention.

Ces ouvrages sont dénommés « ponts-routes » par la présente convention.

RFF conserve la pleine propriété du terrain d'assiette.

En application de l'article 55 du décret n°97-444 du 5 mai 1997, cette superposition d'affectations est établie sans indemnité.

6.1. Transfert d'un ouvrage à une autre personne publique

Dans l'hypothèse où elle souhaiterait transférer à une autre personne publique la propriété ou la gestion d'un pont route, la Ville de Montpellier sera tenue d'en informer RFF par lettre recommandée avec un préavis d'au moins un an. Après avoir été informé des droits et obligations afférents à la propriété ou la gestion de l'ouvrage, le nouveau propriétaire ou gestionnaire de l'ouvrage devra se substituer par avenant à la Ville de Montpellier dans les droits et obligations de la présente convention. La Ville de Montpellier s'engage à obtenir l'accord écrit du nouveau propriétaire ou gestionnaire de l'ouvrage pour que ce dernier se substitue par avenant à la Ville de Montpellier dans les droits et obligations de la présente convention préalablement au transfert.

6.2. Désaffectation d'un pont-route

La Ville de Montpellier devra informer RFF par lettre recommandée, au moins un an à l'avance et dans le respect des délais précisés à l'article 7.1. de la présente convention, de son intention de désaffecter un pont route. Toutefois, tant que l'ouvrage n'est pas démoli, la Ville de Montpellier est tenu d'assumer les obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

6.3. Désaffectation des parcelles d'assiette

En cas de désaffectation du service public ferroviaire des parcelles d'assiette du pont route, RFF pourra en proposer la cession en pleine propriété à la Ville de Montpellier, sur la base d'une estimation de France Domaines.

ARTICLE 7 – GESTION DES PONTS-ROUTES, ET TOUS OUVRAGES VISES A L'ARTICLE 2 LIES AU RESEAU ROUTIER

La SNCF assure, pour le compte de la Ville de Montpellier, la réalisation des visites nécessaires de l'ensemble des ponts-routes définis dans la présente convention. Ceci comprend une inspection détaillée tous les six ans et une visite intermédiaire tous les trois ans.

La Ville de Montpellier conserve la gestion et la garde de ces ouvrages et assume les responsabilités correspondantes. Elle répond notamment aux demandes des tiers pour le passage des réseaux divers.

En cas de demandes émanant de tiers, nécessitant des interventions sur l'ouvrage, la Ville de Montpellier sollicitera l'avis de la SNCF, agissant pour le compte de RFF, en vue de s'assurer de la compatibilité de ces demandes vis-à-vis des installations ferroviaires. Par ailleurs, la Ville de Montpellier autorisera les occupations temporaires du pont-route en vue d'assurer la continuité de réseaux tiers installés le long du domaine public ferroviaire, sauf à ce que ces occupations portent atteinte au bon fonctionnement des services publics ferroviaire et routier, ou qu'elles soient de nature à nuire à la conservation de l'ouvrage. Le pétitionnaire devra toutefois s'engager auprès la Ville de Montpellier à prendre en charge tous les frais ultérieurs liés à la présence de son réseau sur le pont-route (occupation temporaire).

Pour assurer la gestion des ponts-routes, la Ville de Montpellier doit se conformer aux lois et règlements sur la police de la Route et la police des Chemins de Fer.

La Ville de Montpellier peut convenir avec RFF ou avec la SNCF agissant pour le compte de RFF, par une convention spécifique, des conditions d'exercice de la maîtrise d'ouvrage liée aux interventions devant être effectuées sur certains ponts routes et du financement y afférent.

7.1. Opérations de maintenance (surveillance, entretien, réparations), de renouvellement, de démolition

La Ville de Montpellier, en sa qualité de gestionnaire des ponts-routes, est responsable de l'archivage des dossiers travaux et d'entretien y afférent.

Dans le cadre de la programmation des opérations de maintenance, de renouvellement ou de démolition à effectuer, la Ville de Montpellier informera RFF au plus tard le 31 décembre de l'année N-3, du programme prévisionnel de travaux pour toute intervention susceptible d'avoir des conséquences sur les circulations ferroviaires, de telle sorte que RFF soit en mesure d'élaborer le portefeuille travaux dans un délai compatible avec le processus lié à la planification stratégique des travaux. A défaut de toute autre disposition contraire ou dérogatoire applicable au moment de la décision de programmation de ces opérations, il appartient à la Ville de Montpellier de respecter ce délai. A défaut, les interventions sont susceptibles de ne pas avoir lieu dans les conditions souhaitées.

Les demandes d'intervention doivent en particulier mentionner les dates et durées des interventions, leur nature, les besoins éventuels d'occupation du domaine et les répercussions sur les circulations ferroviaires.

Dans l'hypothèse où la réalisation de ces opérations nécessite l'accès au domaine public ferroviaire sans conséquence sur les circulations ferroviaires, la Ville de Montpellier sera tenue d'aviser RFF, ou la SNCF agissant pour le compte de RFF, de son intervention sur ledit domaine et ce, en respectant un préavis de six mois, sauf dans les cas d'urgence, afin que la SNCF puisse intervenir en accompagnement des agents et personnels intervenant pour le compte de la Ville de Montpellier en application des textes réglementaires de sécurité en vigueur.

De même, dans le cadre de ce même délai et préalablement à l'engagement de tous travaux, il appartiendra la Ville de Montpellier de rédiger, sur la base des prescriptions de la SNCF et en application de la réglementation en vigueur, toute mesure de protection et de prévention qui s'impose et d'élaborer tous les documents nécessaires au titre de la coordination de la sécurité et de la protection de la santé. Ces différents documents feront nécessairement l'objet d'un accord des services de la SNCF. Cet accord préalable n'exonère pas la Ville de Montpellier de l'obligation de procéder à une déclaration de projet de travaux ou d'intention de commencer les travaux (DT/DICT).

Sur simple demande de la SNCF ou de RFF, la Ville de Montpellier communiquera à titre gratuit les documents dont elle dispose qui seraient nécessaires à l'installation et l'entretien de tout dispositif lié à la sécurité ou au bon fonctionnement des circulations ferroviaires.

La Ville de Montpellier devra transmettre à la SNCF une copie de tous les documents dont elle dispose liés à la surveillance des ponts-routes (procès-verbaux des inspections, rapports d'inspections détaillées,...).

La Ville de Montpellier devra prendre en charge le coût de l'ensemble des interventions sur l'ouvrage, notamment les interventions de la SNCF au titre de la sécurité ferroviaire, ainsi que les coûts liés aux éventuelles perturbations de l'exploitation du réseau ferroviaire et ceux liés à l'impact sur les sillons réservés du fait de ces travaux. Ces éléments seront formalisés au travers d'un contrat spécifique à l'opération concernée. Ce contrat précisera notamment les modalités d'indemnisation des parties en cas de non respect de leurs obligations respectives.

7.2. Installations et équipements ferroviaires

RFF, ou la SNCF agissant pour le compte de RFF, se réserve le droit, pour les besoins de l'exploitation ferroviaire, de procéder à l'installation d'équipement (support caténaire, signalisation lumineuse, ...) sur les ouvrages repris dans l'annexe 1 de la présente convention. Ce type d'installation ne sera possible que sur accord technique exprès préalable de la Ville de Montpellier.

Le coût lié aux interventions sur les installations et équipements ferroviaires est pris en charge par RFF sauf si ces interventions sont induites ou rendues nécessaires par des interventions à l'initiative de la Ville de Montpellier. Dans ce dernier cas, le coût financier des interventions sera à l'entière charge de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION DES DOCUMENTS AFFERENTS AUX PONTS-ROUTES, PASSERELLES ET TOUS OUVRAGES VISES A L'ARTICLE 2 LIES AU RESEAU ROUTIER

La Ville de Montpellier, en sa qualité de propriétaire des ponts-routes, est responsable de l'archivage du dossier de construction et d'entretien y afférent.

Sur simple demande de la SNCF, la Ville de Montpellier lui communiquera gratuitement les documents en sa possession, nécessaires à l'installation et l'entretien de tout dispositif lié à la sécurité des circulations ferroviaires.

La SNCF transmettra, à la suite de chaque visite des ouvrages définis dans l'annexe 1 de la présente convention, le procès verbal d'inspection détaillé de l'ouvrage.

ARTICLE 9 – INFORMATIONS RECIPROQUES

Dans l'hypothèse où l'une des parties a connaissance d'un désordre sur l'ouvrage susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention, elle s'engage à en avvertir les autres parties immédiatement et par tout moyen.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITE

10.1. Responsabilités de la Ville de Montpellier

Les dommages causés aux installations de RFF et/ou la gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'existence, de l'entretien ou de l'exploitation des ponts-routes de la Ville de Montpellier et des travaux s'y rapportant, sous réserve que RFF établisse le lien de causalité entre les dommages et/ou la gêne

constatés et la présence, l'entretien, l'exploitation des ouvrages routiers ou l'exécution des travaux, seront pris en charge par la Ville de Montpellier.

Si ces dommages sont eux-mêmes générateurs de préjudices envers les tiers, les usagers, les agents de RFF ou de la SNCF, la Ville de Montpellier se substituera à RFF ou le garantira dans le cas où une action en responsabilité serait engagée à son encontre.

10.2. Responsabilités de RFF et de la SNCF

Les dommages causés aux installations de la Ville de Montpellier et/ou la gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'existence, de l'entretien ou de l'exploitation des ponts-rails de RFF et des travaux s'y rapportant, sous réserve que la Ville de Montpellier établisse le lien de causalité entre les dommages et/ou la gêne constatés et la présence, l'entretien, l'exploitation des ouvrages ferroviaires ou l'exécution des travaux, seront pris en charge par RFF.

Si ces dommages sont eux-mêmes générateurs de préjudices envers les tiers, les usagers, les agents de la Ville de Montpellier, RFF se substituera à la Ville de Montpellier ou le garantira dans le cas où une action en responsabilité serait engagée à son encontre.

ARTICLE 11 – FRAIS, IMPOTS ET CHARGES

Chaque partie supportera les frais relatifs aux superpositions d'affectations dont il est bénéficiaire, notamment ceux afférents à la réalisation des plans de relevé d'emprise ou des documents d'arpentage et plus généralement elle supportera la charge des taxes, impôts et droits auxquels les ouvrages sont ou seront assujettis.

ARTICLE 12 – DATE D'EFFET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 13 – SUIVI TECHNIQUE DE LA CONVENTION

L'ensemble des démarches visées par la présente convention, ayant pour objet d'informer ou d'obtenir l'autorisation du propriétaire de l'ouvrage concerné ainsi que l'envoi de tout document, devront être impérativement effectuées auprès des services suivants :

- RFF, propriétaire et gestionnaire des infrastructures ferroviaires : Direction Régionale Languedoc-Roussillon, 185 rue Léon Blum – BP 9252 – 34043 Montpellier Cedex 1;
- SNCF, gestionnaire délégué des infrastructures ferroviaires, agissant pour le compte de RFF : Direction de l'Etablissement Infrapôle Languedoc-Roussillon, 4 rue Catalan – BP 91242 – 34011 Montpellier;
- La Ville de Montpellier, propriétaire et gestionnaire des voiries routières de la Ville de Montpellier, Direction du Génie Urbain – Service de la Voirie – 1, Place Georges Frêche – 34000 Montpellier.

ARTICLE 14 – AVENANTS

Toute modification de la présente convention ou de l'une quelconque de ses annexes doit faire l'objet d'un avenant approuvé par l'ensemble des parties.

ARTICLE 15 – ENREGISTREMENT

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la convention à cette formalité.

ARTICLE 16 – LITIGES

Avant toute action contentieuse, les parties s'efforcent de trouver une issue amiable à tout litige qui résulterait de l'exécution de la présente convention.

A défaut, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Montpellier.

ARTICLE 17 – MESURE D'ORDRE

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux.

Convention établie à Montpellier,

Pour le représentant de RFF :	Pour le représentant de la SNCF :	Pour Madame le Maire de la Ville de Montpellier et par délégation
Date :		
Nom :		L'adjoint délégué Philippe Thinès
Signature :		

ANNEXES

1 – Liste des ponts-routes, passerelles et autres ouvrages concernés par la présente convention.

2 – Exemple de devis pour une fourniture d'une prestation ponctuelle

A : Pour un PV ID de PRO

B : Pour un PV ID de PRA

PK SNCF	N° OASIS Ville	Nom/N° Voie routière	Autre désignation (observations)	Type de l'OA	Nature de construction	OA soumis à ID (Cycle 6 ans) Année	OA soumis à VI Année	Propriétaire	Charge financière	Entreprise ou Service effectuant la surveillance (ID , VI)	Observations
73 869		Mas des Rochets (Nouvel OA)		PRA	Mixte	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	Commune de Castelnaud
73 907		Mas des Rochets (Ancien OA)	CD 21	PRA	TPE	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	Commune de Castelnaud
74 036		Rivière Le LEZ		PRA	plcin cintre, maçonné	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	Commune de Castelnaud
74 342	07-2-02A-402	Avenue St Maur		PRA	Tablier BA	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	
75 136	07-2-01A-403	Avenue St Maurice de Sauret/Val Marie		PRA	plein cintre, maçonné	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	
75 136		Avenue St Maur	Ruisseau Le Chambéry	Cadre	BA			Ville de MPL	Ville de MPL	Ville de MPL	Service Hydraulique Urbaine
75 650	07-2-05D-427	Viaduc Loubat		Pont + Mur rampe Corum côté VP2		2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	Ville de MPL	
75 734	07-2-01A-404	Avenue Saint Maur		PRA	plein cintre, maçonné	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	
75 781	07-2-02B-405	Rue Professeur L VALLOIS	Y compris trottoir piétonnier	PRA	TPE	2013	2016	SNCF	30% SNCF 70% Ville MPL	SNCF	
75 787	07-2-02B-406	Avenue Jean Mermoz	(Verdanson)	OA (sous PRA)				Ville de MPL	Ville de MPL	Ville de MPL	
75 852	à créer	Passerelle Mermoz	Passerelle piétons hors emprises des voies					Ville de MPL	Ville de MPL	Ville de MPL	
75 984		Passerelle du Corum + Culée BA	(Hotel Crowne Plaza)	PRO	Précontraint	2013	2016	Ville de MPL	Enjoy	SNCF	
75 988		Mur Citadelle Vauban	Compétence Grd Cœur	Mur		2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 130	07-1-03B-408	Passerelle Auguste Comte	Accès Lycée Joffre	PRO	Précontraint	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 297	07-1-02B-409	Bd d'Antigone		PRO	TPE	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 297	07-1-03D-108B	Allée Jean Beins									
76 340		Pont rail	2 buses AE 0,80 m	PRA	TPE						Compagnie d'électricité de Montpellier ?
76 380	07-1-02D-410	Rue du Jeu de Ballon		PRO	Béton armé	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 395		Aqueduc	O = 0,80 m	Aqu		2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	
76 400	07-1-03D-411	Allée Jules Milhau	Dalle AGORA	PRO	Précontraint	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 444	07-1-02B-412	Allée Jules Milhau	Dalle Polygone	PRO	Mixte	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 476	07-1-02D-413	Passage de l'horloge		PRO	Béton armé	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 499	07-1- 415	Rue Michelet		PRA	TPE	2013	2016	SNCF	Ville de MPL	SNCF	
76 637	07-3-02B-414	Henri Frenay		PRO	Béton armé	2013	2016	TAM	TAM	SNCF	
76 701	07-3-02A-416	Rue Aristide Ollivier/Quai de Sauvages	franchissant Aristide Olivier	PRA	TPE	2013	2016	SNCF	SNCF	SNCF	
76 787	07-3-02B-414	Henri Frenay		PRO	TPE	2013	2016	TAM	TAM	SNCF	
76 807	07-3-02C-417	Rue du Pont de Lattes		PRO	TPE	2013	2016	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
76 850		Rue Jules Ferry	élargissement pour tramways	Mur	BA			TAM	TAM	SNCF	
77 137	07-3-02D-419	Rue Grand St Jean	Pont de Sète	PRO	BA	2014/2013	2017/2018	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	ID à avancer en 2013 (Tx PEM)
77 144	07-3-02D-419	Rue Grand St Jean	Pont de Sète	PRO	Béton armé	2014/2013	2017/2018	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
77 286		Aqueduc	0,40 m	Aqu		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	
77 336		Aqueduc	0,40 m	Aqu		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	
77 579	04-02C-420	Bd Viusens		PRO	TPE	2014	2017	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
77 906	04-03C-421	Avenue Albert Dubout	Pont Perronet	PRO	Précontraint	2014	2017	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
77 982	à créer	Ancienne Culée Pont des Payroliers		Culée maçonnée côté VP1	Maçonnerie	2014	2017	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
77 992	04-02C-422	Rue des Payroliers	OA routier et tram	PRO	Précontraint	2014	construit en 2011	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
78 035	04-04C-423	Avenue de la Liberté		PRO	Mixte	2014	2017	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
78 449		Boulodrome Yvan Velay vers Fabre de Morlhon	Ruisseau Le Lantissargues	Cadre	BA	2014	2017	Ville de MPL	Ville de MPL	Ville de MPL	Service Hydraulique Urbaine
79 160	04-01C-424	Rue Montels St Pierre		PRO	surbaissé, maçonné	2014	2017	Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
79 312		Aqueduc	O= 0,60m	Aqu		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	SNCF
79 488		Buse	O= 0,80m	Buse		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	SNCF
79 630		Aqueduc	O= 0,50m	Aqu		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	SNCF
79 879		Aqueduc	O= 2,00 m	Aqu		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	SNCF
79 898		Avenue de Maurin	Ruisseau Le Rondelet	Cadre 2m	BA			Ville de MPL	Ville de MPL	Ville de MPL	Service Hydraulique Urbaine
79 898	04-01B-425	Avenue de Maurin		PRA		2014	2017	SNCF	SNCF	SNCF	SNCF
80 106	04-02C-426	Avenue El Alamein		PRO	TPE	Tiers	Tiers	CG34	CG34	CG34	CG34
		Montels l'Eglise	RD 132					CG34	CG34	CG34	
	04-02A-428	Rue du Mas St Pierre	Anciennes voies					Ville de MPL	Ville de MPL	SNCF	
80 492		Rte du Pont de Guerre	Ancien RD	PRO	surbaissé, maçonné	2014	2017	CG34	CG34	CG34	Commune de Lattes

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Fourniture et mise en oeuvre de revêtements en asphalte coulé Autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché, a pour objet les travaux nécessaires à la réfection et l'entretien des revêtements en asphalte de voirie de la Ville de Montpellier.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 33 3° al. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires et font l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

La durée du marché est de 1 (un) an. Le marché est reconductible de manière expresse dans la limite de 3 (trois) reconductions; ce qui porte la durée maximale de ce marché à 4 (quatre) ans.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre un minimum et un maximum, définis comme suit :

- montant minimum : 100.000,00 € H.T.
- montant maximum : 300.000,00 € H.T.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction du marché.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

Au niveau des candidatures :

- garanties et capacités techniques et financières
- capacités professionnelles

Au niveau des offres :

- ° valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
- ° prix des prestations (40%)

La Commission d'appel d'offres, en date du 7 mai 2013 a retenu l'offre présentée par l'entreprise ASTEN qui répond aux prescriptions du marché à conclure et constitue l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2013, nature 2315 en investissement et nature 61523 en fonctionnement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché 2D0004 à l'entreprise Asten ;
- d'autoriser madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marchés de Sécurité et Accompagnement Evènementiel Autorisation à signer les marchés

Régine SOUCHE rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché de services permettant de désigner des prestataires chargés pour le lot n° 1 de l'accueil et de la sécurité et pour le lot n° 2 de l'accompagnement et de la protection rapprochée.

Pour réaliser ces prestations, il a été publié le 23 janvier 2013, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 – 3° alinéa et 57 à 59 du code des Marchés Publics, et comportant deux lots.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ces marchés conclus pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourront être reconduits par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 23 avril 2013, a décidé d'attribuer les marchés aux sociétés désignées ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

Lots	Entreprises	Moyenne des besoins sur 1 an en Euros H.T.	Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T.
1 – Accueil et Sécurité	GROUPEMENT Agence de Sécurité Intégrale (mandataire) / Global Organisation Services / Alpha Protect 94800 Villejuif	100 000,00	77 164,59

2 – Accompagnement et Protection rapprochée	GROUPEMENT Agence de Sécurité Intégrale (mandataire) / Global Organisation Services / Alpha Protect 94800 Villejuif	50 000,00	9 321,71
---	---	-----------	----------

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 23 avril 2013.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville –
Fonction : 921 120 – Nature : 6282.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOLI, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique Egalité des droits et des devoirs Exercice 2013

Régine SOUCHE rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et partenaires dont l'activité constitue un élément fondamental du vivre ensemble.

Très engagée dans la lutte contre les discriminations, la Ville souhaite soutenir les structures, œuvrant pour l'égalité des droits et des devoirs, implantées sur son territoire.

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention de fonctionnement aux associations suivantes pour leur permettre de mener à bien l'ensemble de leurs actions et ainsi répondre aux sollicitations croissantes.

N° asso	Association	Nature	Montant
5233	Conseil Départemental de l'Accès aux Droits	Fonctionnement	5 000 €
3318	Association Le Refuge Délégation de Montpellier	Fonctionnement	5 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'attribution et de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1398, pour un montant de 10 000 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Rappelons que la Ville a déjà attribué, lors des précédents conseils municipaux de février, mars et mai 2013, 485 400 € pour différents Projets et Structures.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux quinze associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 103 100 € au titre de l'exercice 2013.

Code association	Nom association	Nature	Montant
4949	Kawenga Territoires Numériques	F	25 000 €
130	Friends of the Anglophone Library	F	500 €
4922	Couvent des Dominicains de Montpellier	F	2 000 €
3064	Lâche les Mots	F	1 000 €
4279	J'Ose Lire et Clair de Plume	P	500 €
511	Association Méridiane	F	800 €
5129	Celéphaïs - Black Mamba	F	1 000 €
297	Mots Passants	F	300 €
783	Centre Communautaire et Culturel Juif	F	40 000 €
2119	Centre Lacordaire	F	15 000 €
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	F	5 000 €
2265	Association Culturelle des Berbères de Kabylie	P	5 000 €
3403	Association Internationale Saint Roch de Montpellier	P	1 000 €
3403	Association Internationale Saint Roch de Montpellier	F	3 000 €
616	Société Archéologique de Montpellier - Musée Languedocien	F	3 000 €
		TOTAL	103 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 103 100 €.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du Patrimoine
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENNA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structure
CA.....!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du/....../ 2013, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSÉ, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Culture et Patrimoine

Cotisation au Conseil International des Archives pour l'année 2013 Modification de la délibération n°2013/175 du 6 mai 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville adhère au Conseil International des Archives. Par délibération n°2013/175 du 6 mai 2013, le renouvellement de cette adhésion a été approuvé pour l'année 2013, pour un montant de 150 €.

Or, la cotisation s'élève désormais à 200 €.

Il est proposé de confirmer l'adhésion à cet organisme, essentiel au fonctionnement des Archives municipales, pour ce nouveau montant.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	ICA Conseil International des Archives	200 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De modifier par la présente délibération la délibération n° 2013/175 du 6 mai 2013;
- De confirmer le renouvellement de l'adhésion à l'organisme précité
- De prélever le montant de la dépense, soit 200 €, sur les crédits inscrits au budget 2013, chapitre 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Languedoc-Roussillon Cinéma Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association Languedoc-Roussillon Cinéma œuvre depuis 2006 pour la promotion du cinéma et de l'audiovisuel en Languedoc Roussillon et assure quatre missions complémentaires :

- La commission du film qui accompagne et accueille les tournages de films dans la région Languedoc Roussillon ;
- L'accompagnement des professionnels pour aider à la structuration du secteur, grâce à l'organisation d'événements, de rencontres, de réalisation d'études et d'enquêtes ainsi que la participation à l'ensemble des travaux du COREPS (Comité Régional des Professions du Spectacle).
- La programmation de projections dans le cadre d'avant premières, de festivals ou de programmes spécifiques des films tournés ou produits en région, en lien avec les professionnels locaux ce qui permet de réaliser un travail de médiation auprès des scolaires et des étudiants, ainsi que du grand public.
- L'éducation à l'image, qui se décline autour de plusieurs programmes : le Pôle Régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ; Passeurs d'images et Des cinés, la vie ! Lycéens au cinéma.

Considérant ces missions comme indispensables à sa politique en matière de création et de diffusion cinématographique, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en proposant une subvention de 9 000 euros pour le fonctionnement de l'association Languedoc-Roussillon Cinéma (n° de dossier 000064) et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe. Le budget prévisionnel de l'association est également joint en annexe. Ci-après les comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013 :

Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Charges d'exploitation	202 079	224 817	Produits de gestion	19 723	0
Salaires et charges	434 280	454 143	Subventions	637 546	698 550
Impôts et taxes	28 819	23 590	DRAC et DRPJJ	NC	198 550
Dotations aux amortissements	3 836		Conseil Régional	NC	433 000
Autres charges de gestion	-	15 000	Ville	9 000	15 000
Dotations aux amortissements	-	6 000	Agglomération	NC	10 000
-	-	-	Conseil Général 34	NC	1 000

-	-	-	Conseil Général 31	NC	0
-	-	-	Fonds Européens	NC	41 000
-	-	-	Autres	NC	-
Charges exceptionnelles et financières	0	-	Produits financiers et exceptionnels	52 742	-
-	-	-	Reprise amortissements et provisions	-	25 000
Total	669 014	723 550	Total	710 011	723 550
Résultat d'exploitation : Excédent 2011	40 997	-	-	-	-
Report des ressources non utilisée des exercices antérieurs	54 422	-	-	-	-
Engagements à réaliser sur ressources affectées	50 514	-	-	-	-
Excédent réel	44 905	-	-	-	-

Tableau d'attribution :

Code	Association	F/M	Montant
4974	Languedoc-Roussillon cinéma	F	9 000 €
		TOTAL	9 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 9 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA STRUCTURE

Association Languedoc-Roussillon Cinéma

Budget Prévisionnel global 2013

Dépenses = Recettes (Les dépenses doivent être égales aux recettes)

Inclure les dépenses et recettes afférentes au projet détaillé en fiche B le cas échéant

DEPENSES	MONTANT (en euros)	RECETTES	MONTANT (en euros)
60 – Achat		70 – Ventes de produits finis, prestations de services	
- achats d'études et de prestations de services	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Billetterie	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- achats non stockés de matières et fournitures	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- marchandises	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- fournitures non stockables (eau, énergie)	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- prestations de services	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- fournitures administratives	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- produits des activités annexes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- autres fournitures	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
61 – Services extérieurs		74 – Subventions d'exploitation (ou de fonctionnement)	
- sous-traitance générale	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Etat (détailler)	
- locations mobilières et immobilières	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	DRAC	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- entretien et réparation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	DRPJ	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- assurances	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
- documentation	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Région :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- divers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
62 – Autres services extérieurs		- Ville de Montpellier :	
- rémunération intermédiaires et honoraires	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	Fonctionnement	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- publicités, publications	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	Projet	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- déplacements, missions et réceptions	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
- frais postaux et de télécommunication	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Fonds européens	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- services bancaires	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Conseil Général	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- divers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Agglomération	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
		- Autre : <input type="text"/>	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
64 – Charges de personnel	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
63 – Impôts et taxes		75 – Autres produits de gestion courante	
- Impôts et taxes sur rémunération	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Cotisations	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
- autres impôts et taxes	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	- Autres	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
65 – Autres charges de gestion courante	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
66 – Charges financières	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	76 – Produits financiers	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
67 – Charges exceptionnelles	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €		
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	77 – Produits exceptionnels	
		- sur opérations de gestion	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
		- sur exercices antérieurs	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
		78 – Reprise sur amortissements et provisions	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €
TOTAL DEPENSES	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €	TOTAL RECETTES	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> €

Nom et signature du Président* *Valérie Jean Nave*
Obligatoire

Nom et signature du Trésorier
Obligatoire *Lucien Anne Nave*



* : Président ou responsable légal dûment habilité par une délégation de signature

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT pour le fonctionnement

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2013.

D'une part,

Et :

L'association Languedoc Roussillon Cinéma représentée par Jean Marc Urrea Président, élu par l'Assemblée Générale du 4 mars 2009.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'association Languedoc Roussillon Cinéma oeuvre, depuis 2006, pour la promotion du cinéma et de l'audiovisuel en Languedoc Roussillon en assurant quatre missions complémentaires : la commission du film (accueil de tournages), l'accompagnement des professionnels, la programmation et l'éducation à l'image.

Pour assurer ces activités cinématographiques, l'association Languedoc Roussillon Cinéma a sollicité une subvention de 15 000 euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de l'association Languedoc Roussillon Cinéma contribuent au développement de sa politique en matière de soutien au cinéma et qu'elle présente par la complémentarité de ses missions un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association Chambre Syndicale des Céramistes et Ateliers de France n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de cette présente convention.

Article 3 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à l'association Languedoc Roussillon Cinéma une subvention d'un montant de 9 000 euros. Le budget prévisionnel joint en annexe s'élève à 723 550 euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois.

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité 2012 ;
- Pièce n°4 : le compte de résultat provisoire arrêté au 30.08 ou au 30.09. 2013
- Pièce n°5 : le rapport d'activité de la saison 2012 - 2013 ;
- Pièce n°6 : le projet pour la première partie de la saison 2013 - 2014.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

L'association languedoc-Roussillon Cinéma s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- à remettre à la ville :
 - . les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu
 - . le rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention ;
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association Languedoc-Roussillon Cinéma en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 5 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4 la ville de Montpellier se réserve le droit de demander à l'association Languedoc-Roussillon Cinéma toute pièce justificative complémentaire jugée utile. L'association languedoc-Roussillon Cinéma s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin il pourra être demandé aux représentants de l'association Languedoc-Roussillon Cinéma d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 6 : Devoir d'information

L'association Languedoc Roussillon Cinéma s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par l'association languedoc-Roussillon Cinéma des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. L'association Languedoc-Roussillon Cinéma dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 8 : recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif.

Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame le Maire

Pour l'association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association La Maison 2 la Chanson Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

L'association « La Maison 2 la Chanson » initie et met en œuvre des projets culturels autour de la diffusion de la chanson au premier plan desquels se trouve le « Festival Le Chant de la Cigale ». Une deuxième édition qui s'articule autour de deux thèmes : "Hommages et résistances".

Cherchant à bénéficier de la dynamique du « Festival de Radio France », cette manifestation se déroule en partie dans la même période du 15 juillet au 4 août 2013. L'association « La Maison 2 la Chanson » propose également des actions de promotion de la chanson, notamment à travers l'organisation de rencontres et d'expositions.

Pour l'édition 2013 de la manifestation « Le Chant de la Cigale » la Ville de Montpellier met gracieusement à disposition :

- La salle Pétrarque du 16 juillet au 06 août. Montant de la mise à disposition : 13 200 euros,
- La salle Pagézy du 22 au 29 juillet. Montant de la mise à disposition : 11 600 euros,
- Le Jardin Clemenceau durant 3 jours. Mise à disposition du personnel du protocole pour les installations, soit une aide en nature totale de 24 800 euros.

Considérant que l'association « La Maison 2 la Chanson » à travers ses actions et sa manifestation « Le chant de la Cigale » participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière de soutien et de promotion de la chanson, il est proposé de lui attribuer une subvention d'un montant de 8 000 € et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de la manifestation est également joint en pièce annexe.

Tableau d'attribution :

Code	Association	F/M	Montant
2621	La Maison 2 la Chanson	P	8 000
		TOTAL	8 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- D'approuver la mise à disposition des salles précitées qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront inscrits au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 8 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

SUBVENTION POUR UN PROJET

(Les dépenses doivent être égales aux recettes)

M
Montpellier

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :
Thématique :



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire, agissant *ès qualités* en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2013.

D'une part,

Et :

L'association « La Maison 2 la Chanson » représentée par Monsieur Jean de Laguionie, Président déclaré.

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'association « La Maison 2 la Chanson » poursuit les buts suivants : Promotion et diffusion d'artistes dans le domaine de la chanson par l'organisation de concerts. Plus concrètement elle organise le 2^{ème} festival "Le Chant de la Cigale" qui se déroulera du 15 juillet au 04 août. Des concerts, des rencontres et des expositions sont au programme. Cette manifestation se déroulera salle Pétrarque, salle Pagézy, au Chapeau Rouge et au Parc Clemenceau. Une deuxième édition qui s'articule autour de deux thèmes : "Homages et Résistances".

Pour cette manifestation l'association « La Maison 2 La Chanson » sollicite auprès de la Ville une subvention de 15 000 euros. Le montant des produits prévisionnels de la manifestation s'élève à 44 400 €.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 3 – Subvention

Pour l'année 2013 la Ville de Montpellier accorde à l'association « la Maison 2 La Chanson » une subvention d'un montant de 8 000 euros.

Article 4 – Mise à disposition de locaux

Pour la deuxième édition de la manifestation "Le Chant de la Cigale" la Ville de Montpellier met à disposition de l'association « Maison 2 la Chanson » des locaux pour le déroulement de la manifestation ainsi que le personnel et les moyens techniques nécessaires. Ces locaux sont les suivants :

- Salle Pétrarque du 16 juillet au 06 août. Montant de la mise à disposition gracieuse : 13 200 euros.
- Salle Pagézy du 22 au 29 juillet. Montant de la mise à disposition gracieuse : 11 600 euros.
- Le Jardin Clemenceau durant 3 jours. Mise à disposition du personnel du protocole pour les installations.

Ces aides en nature s'élèvent à 24 800 euros.

Article 5 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

Un premier versement égal à 70% de la subvention est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association.

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°2 : le compte de résultat 2012 certifié par le Président, accompagné des notifications des subventions votées par les autres collectivités locales ou tout autre organisme public ;
- Pièce n°3 : le rapport d'activité global 2012 de l'association « La Maison 2 La Chanson » ;
- Pièce n°4 : un rapport final de réalisation du projet "Le Chant de La Cigale" 2013 ;
- Pièce n°5 : un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet "Le Chant de La Cigale" 2013 ;
- Pièce n°6 : un état des factures acquittées pour le projet "Le Chant de La Cigale" 2013.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de l'association

L'association « La Maison 2 la Chanson » s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 5,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant la Direction de la Culture et du Patrimoine au 04 67 34 70 80 / 88 86.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à l'association « La Maison 2 La Chanson » toute pièce justificative complémentaire jugée utile. L'association « La Maison 2 la Chanson » s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin il pourra être demandé aux représentants de l'association « la Maison 2 La Chanson » d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

L'association « La Maison 2 la Chanson » s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par L'association « La Maison 2 la Chanson » des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 10 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux

À Montpellier, le

Pour La Ville de Montpellier

Madame le Maire

Pour l'Association

Le Président

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des radios associatives Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Il y a plus 30 ans, naissent à Montpellier les premières radios associatives libres, mouvement émanant des premières radios pirates (1978).

Aujourd'hui la ville de Montpellier compte huit radios associatives indépendantes qui animent et produisent, chaque jour, des heures de programmes radiophoniques et participent ainsi pleinement à la pluralité et à la diversité culturelle. Elles touchent tous types de public : jeunes, citoyens, personnes isolées et leurs actions en font des acteurs majeurs de la liberté d'expression.

La richesse de leurs programmes permet de rendre visibles des initiatives locales et d'assurer une information de proximité solidaire et citoyenne. Ces modes d'expression se construisent en activant des partenariats avec les acteurs associatifs de Montpellier et les institutions. En cela, ces associations assument une mission de lien social et participent à la construction d'une histoire et d'une identité commune. Elles apportent donc un concours essentiel au développement local et culturel.

Considérant les missions des radios associatives comme indispensables à l'exercice de la démocratie locale, la Ville de Montpellier décide de renouveler son soutien en leur octroyant 8 000 € pour sept des radios et 4 000 € pour la radio étudiante A.D.O.R.E.M. créée en 2010 et hébergée depuis dans les locaux de la Maison pour Tous Emma Calvé, ce qui constitue une aide en nature importante. C'est donc 60 000 euros au total qu'il est proposé de verser aux radios associatives.

Il convient par ailleurs de rappeler que la Ville intervient dans le cadre d'une co-production avec l'association Croqu'Oreilles – Radio Divergence F.M. à hauteur de 16 720 € pour la retransmission en direct de la saison 2012 – 2013 de l'Agora des Savoirs.

N° association	Nom association	Nature	Montant
29	Montpellier Contacts - Radio Clapas	F	8 000 €
38	Radio Aviva 88 FM	F	8 000 €
48	FM Plus Association Protestante de Radio-Télévision	F	8 000 €
307	RCF MAGUELONE HERAULT	F	8 000 €
491	Son é Resson Occitan	F	8 000 €
1215	Croqu'oreilles Divergence	F	8 000 €
1919	Association pour le développement d'un outil radiophonique étudiant - ADOREM	F	4 000 €
4283	L'Eko des Garrigues	F	8 000 €
		TOTAL	60 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence nous vous demandons :

- De décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations, pour un montant total de 60 000 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Mme Le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

107

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement des associations qui gèrent des lieux de diffusion et de créations artistiques. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre, leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Rappelons que la Ville a déjà attribué, lors des précédents conseils municipaux de mars et mai, 233 000 € pour différents lieux artistiques et d'accompagnement.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 2 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 18 500 €.

N° asso	Association	Nature	Montant
2186	Hispanothèque	P	500 €

4955	Musiques sans Frontières	F	18 000 €
		TOTAL	18 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 18 500 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Nom de la structure: CA.....! - CULTURE-.....
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :euros
Thématique : CULTURE

Lettre d'engagement

Veuillez retourner ce document à l'adresse ci-après

Direction de la Culture et du Patrimoine
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par: Guilaine JOURDAN: 04.67.34.88.86 - Zita MANDALLENA : 04.67.34.70.80

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structure
CA.....!, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du/...../ 2013, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2012 de la structure.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000€, le versement s'effectuera en 3 échéances selon les modalités suivantes :

- Mois M1 : 50% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 3 mois : 30% du montant de la subvention attribuée ;
- Mois M1 + 6 mois : 20% du montant de la subvention attribuée ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

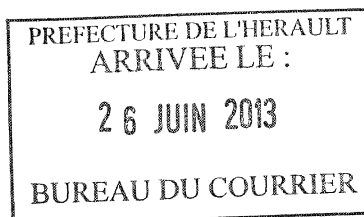
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »



Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOLI, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

PRU Cévennes (Petit Bard – Pergola) Convention entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées

Michael DELAFOSSE rapporte :

Par traité de concession approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 mars 2007 et signé le 9 mai 2007, la ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine - SERM, la réalisation du Programme de Rénovation Urbaine sur le secteur du Petit Bard. Cette concession d'aménagement porte notamment sur la réalisation des espaces publics et la requalification des voiries et réseaux, en lien avec les opérations de démolition-reconstruction de logements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, compétente en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, projette, quant à elle, de réhabiliter les réseaux de distribution d'eau potable et d'eaux usées du quartier du Petit Bard.

De manière à garantir une conception et une mise en œuvre de ces réseaux cohérentes avec l'ensemble des contingences techniques et de phasage de cette opération complexe, la Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de confier à la SERM, les études et les travaux de réhabilitation des canalisations d'eau potable et d'eaux usées et s'engage à prendre en charge financièrement les frais correspondants, à hauteur de 100% de la mise en place de canalisations de diamètre équivalent à l'existant.

La Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine et compétente en matière de défense incendie, s'engage quant à elle à assurer le financement des renforcements des réseaux d'eau potable et d'eaux usées nécessaires, en particulier pour pouvoir assurer de manière confortable la protection incendie.

A cet effet, une convention entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM rappelle ces dispositions, fixe les participations financières incombant à chacun, précise les modalités de versement des financements apportés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la SERM,

14

concessionnaire de l'opération d'aménagement, et règle les modalités d'incorporation des équipements réalisés dans le patrimoine de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

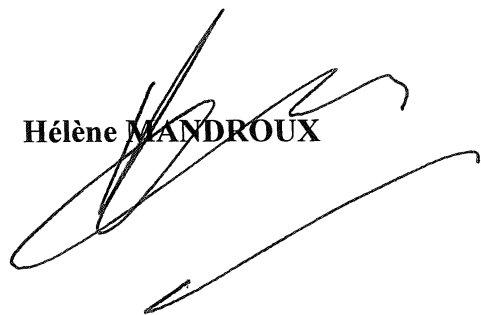
En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention entre la Ville de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM, concessionnaire de l'opération d'aménagement PRU Cévennes - Petit Bard, relative à la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement des eaux usées du quartier du Petit Bard,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Hélène Mandroux, is written over the printed name.

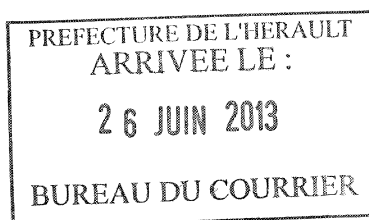
Publiée le : 18 juin 2013



CONVENTION
ENTRE
LA SERM,
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER
et
LA VILLE DE MONTPELLIER

POUR LA REHABILITATION DES RESEAUX D'EAU POTABLE
ET D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

CONCESSION D'AMENAGEMENT – PROGRAMME DE RENOVATION
URBAINE CEVENNES – PETIT BARD



SOMMAIRE

EXPOSE.....	3
ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION.....	5
ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE.....	5
ARTICLE 3 : MONTANT DE L'OPERATION.....	5
ARTICLE 4 : MONTANT DE LA PARTICIPATION.....	5
ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT.....	6
ARTICLE 6 : REVISION.....	6
ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION.....	6
ARTICLE 8 : PRESENTATION DE L'AVANT PROJET ET DU PROJET.....	7
ARTICLE 9 : MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE TRAVAUX ET DE MAITRISE D'OEUVRE.....	7
ARTICLE 10 : EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
ARTICLE 11 : MISE EN SERVICE DES OUVRAGES.....	7
ARTICLE 12 : OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION.....	7
ARTICLE 13 : REMISE D'OUVRAGES.....	8
ARTICLE 14 : AUTRES MISSIONS DE L'AMENAGEUR.....	8
ARTICLE 15 : ENTREE EN VIGUEUR.....	9
ARTICLE 16 : LITIGES.....	9
ARTICLE 17 : FRAIS.....	9
ARTICLE 18 : ELECTION DE DOMICILE.....	9

EXPOSE

Par traité de concession signé en date du 9 mai 2007, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 mars 2007 reçue en Préfecture le 4 mai 2007 et notifiée le 11 mai 2007, la ville de Montpellier confie à la SERM la réalisation du Programme de Rénovation Urbaine Cévennes - Petit Bard.

Dans ce cadre, la concession d'aménagement porte sur les opérations d'acquisition-démolition, d'aménagements d'espaces publics et privés, et de requalification de voiries et réseaux.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées.

Les réseaux d'alimentation en eau potable doivent être renouvelés en totalité compte-tenu de leur vétusté.

A l'intérieur du périmètre de l'opération les canalisations d'assainissement sont situées sous des voiries privatives, lesquelles ont vocation à devenir publiques. Ces réseaux de collecte des eaux usées sont également à renouveler en totalité.

La réhabilitation des réseaux du quartier doit être conçue et réalisée de façon connexe et concomitante au Programme de Rénovation urbaine, afin de satisfaire au double objectif suivant :

- Permettre la mise en place d'ouvrages neufs, diminuer les fuites sur les réseaux d'eau potable et renouveler les conduites vétustes
- Permettre la requalification des voiries et réseaux dans le planning initialement imaginé par la Ville de Montpellier et de la SERM son concessionnaire.

Ces ouvrages doivent bénéficier d'une conception cohérente et d'une bonne prise en compte des interfaces d'ordre technique et de phasage.

Il s'agit dès lors de concevoir et réaliser ces ouvrages par une maîtrise d'œuvre unique et sous maîtrise d'ouvrage unique et dans le cadre d'un chantier unique.

Ainsi, il a été convenu d'intégrer la réhabilitation des canalisations d'eau potable et d'eaux usées dans le Programme de Rénovation Urbaine Cévennes - Petit Bard et de confier sa réalisation à la SERM, aménageur de l'ensemble des ouvrages d'infrastructure.

Compte tenu de la nature de l'opération et de la destination publique des canalisations à renouveler tant en eau potable qu'en assainissement des eaux usées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte de prendre en charge financièrement les frais correspondants à hauteur de 100 % de la mise en place de canalisations de diamètre équivalent à l'existant.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER accepte que la SERM, concessionnaire de la VILLE DE MONTPELLIER pour la requalification des voiries et réseaux du Programme de Rénovation Urbaine Cévennes - Petit Bard dans le cadre de la concession d'aménagement, réalise les études et les travaux nécessaires à la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'eaux usées.

Compte tenu de l'imbrication des ouvrages et des besoins en matière de défense incendie qui relève de la compétence VILLE DE MONTPELLIER, cette dernière s'engage à assurer le financement des renforcements nécessaires pour assurer la protection incendie satisfaisante.

Les parts de financement incombant à chacune des collectivités seront versées directement à la SERM aménageur chargée de la réalisation de l'ouvrage dans le cadre de la concession d'aménagement PRU Cévennes - Petit Bard.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ENTRE D'UNE PART :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER, établissement public de coopération intercommunale, créée par arrêté préfectoral n°200 1/I/3216 en date du 30/07/2001, Ayant son siège social à MONTPELLIER (34000), 50 place Zeus,

Représenté par Monsieur le Président dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil d'Agglomération N° en date du 23/05/2013 devenue exécutoire le/.../....

Ci après désignée par les mots "LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER"

ET D'AUTRE PART :

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine - SAEM, par abréviation S.E.R.M., Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 5.894.000 €, dont le siège est en l'Hôtel de Ville de Montpellier et les bureaux à Montpellier (34960) Etoile Richter, 45-place Ernest Granier, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro B 462 800 160,

Représentée par Monsieur Thierry LAGET, agissant aux présentes :

- tant en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du conseil d'administration de ladite société en date du 22 septembre 2009,
- qu'en vertu des pouvoirs résultant tant de ladite délibération que des dispositions de l'article 21 des statuts,

Ci-après nommée, "LA SERM" ou "LA SOCIETE" ou "L'AMENAGEUR"

ET D'AUTRE PART :

LA VILLE DE MONTPELLIER, sise sur le territoire de l'Hérault, identifiée par le n° de SIREN 213 401 722, Ayant son siège social à MONTPELLIER (34000), 1 place Georges Frêche,

Représentée par Madame le Maire dûment habilitée à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du/.../.... devenue exécutoire le/.../....

Ci-après désignée indifféremment par "LA VILLE DE MONTPELLIER" ou "LA VILLE" agissant en qualité de personne publique cocontractante

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

L'objet de la présente convention est de fixer les modalités des participations financières qu'apportera LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER pour la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, dans le cadre de la concession d'aménagement PRU Cévennes – Petit Bard.

La convention règle par ailleurs les modalités d'incorporation au patrimoine de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER des équipements.

ARTICLE 2 : DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE

Un descriptif de la localisation de ces ouvrages fait l'objet de l'annexe 1.

La totalité des réseaux d'eau potable et d'eaux usées situés sous les voiries concernées par le PRU feront l'objet d'une réhabilitation.

ARTICLE 3 : MONTANT DE L'OPERATION

Le montant de l'opération est estimé à 300 000 € HT (trois cent mille euros hors taxes) valeur janvier 2013, y compris foncier, montant révisable, auquel s'ajoutera la TVA au taux en vigueur, soit dans les conditions actuelles 19.6%. Ce coût de l'ouvrage comprend l'ensemble des frais nécessaires à l'opération hors frais de maîtrise d'œuvre qui sont évalué au titre du contrat que porte la SERM à 9.5%.

Soit 328 500 € HT.

ARTICLE 4 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Le montant de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier correspond à 312 000 € HT y compris les frais de Maitrise d'Oeuvre (MOE) de 9.5%.

Les 16 500€ HT (Dont 1 500 € HT de frais de MOE) restant, nécessaires au renforcement des conduites pour la défense incendie, sont pris en charge par la concession d'aménagement PRU Cévennes – Petit Bard confiée à la SERM par la Ville de Montpellier.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT

Au fur et à mesure de l'avancement, la SERM adressera à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER la facture correspondante selon l'échéancier suivant :

- | | | |
|--------|---|--|
| - 10 % | du coût révisé de l'ouvrage | A l'approbation de la phase PRO |
| - 20 % | du coût révisé de l'ouvrage | Au démarrage des travaux |
| - 50 % | du coût révisé de l'ouvrage | 3 mois après l'OS de démarrage des travaux |
| - 15 % | du coût révisé de l'ouvrage | aux OPR, |
| - | Le solde du coût révisé de l'ouvrage après réception des travaux et fourniture de l'ensemble des documents nécessaires à la remise d'ouvrage. | |

Un planning-enveloppe indicatif de réalisation de l'opération est joint en annexe 2.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER procédera aux mandatements dans un délai de 30 jours à compter de l'émission de la facture.

En fonction du phasage des travaux, des facturations partielles pourront être effectuées sur justificatif et ce afin d'éviter des frais financiers sur l'opération.

Chaque facture adressée à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER devra être accompagnée d'un récapitulatif des dépenses jusque-là engagées par la SERM et des restants à payer, ainsi que des pièces justificatives correspondantes.

Le solde sera versé sur présentation du bilan définitif établissant la totalité des dépenses constatées et réglées par la SERM au titre de l'ouvrage.

ARTICLE 6 : REVISION

LA SERM fournit chaque année à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER le coût de l'ouvrage tel qu'il est prévu dans le Compte Rendu d'Activités à la Collectivité Territoriale (cf. Convention d'Aménagement).

Celui-ci est accepté par le Président de LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ou son représentant avant l'approbation du Compte Rendu d'Activités par LA VILLE. Sans réponse dans un délai d'un mois à compter de la réception du document présentant le coût révisé, l'avis de LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER est réputé favorable.

ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION

Un planning est joint en annexe 3 à titre indicatif.

Toute modification substantielle de planning de réalisation pour des nécessités de phasage de l'opération d'ensemble devra être examinée en concertation avec LA VILLE et LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER et recevoir leur approbation.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DE L'AVANT PROJET ET DU PROJET

Les rapports d'études d'avant-projet et de projet sont soumis pour accord à LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER.

Ils sont réputés acceptés si LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER ne formule pas d'observation dans un délai de deux mois pour l'avant-projet et d'un mois pour le projet, à compter de leur réception.

ARTICLE 9 : MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE TRAVAUX ET DE MAITRISE D'OEUVRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER sera représentée au sein de la Commission d'Appel d'Offres ou du jury de la société appelé à intervenir dans la procédure de passation des marchés objet de l'ouvrage.

ARTICLE 10 : EXECUTION DES TRAVAUX

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER et ses services compétents pourront avoir communication des toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont. Ils seront autorisés à participer aux rendez-vous de chantier, ainsi que le cas échéant les représentants de la société à laquelle les ouvrages seront mis à disposition en vue de leur exploitation, et peuvent y accéder hors rendez-vous de chantier en ayant informé l'aménageur au préalable. Toutefois, ils ne peuvent présenter leurs observations qu'à l'aménageur et non directement aux entrepreneurs ou maîtres d'œuvre.

ARTICLE 11 : MISE EN SERVICE DES OUVRAGES

La mise en service des ouvrages sera opérée au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Dans la mesure où les ouvrages sont liés à l'alimentation en eau potable et compte tenu des risques liés à la santé humaine, les frais d'entretien seront pris en charge à cette date par la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER et son exploitant.

Toutefois, en cas de nécessité, notamment pour les besoins de phasage technique des aménagements envisagés dans le cadre de la Concession d'Aménagement, une mise en service partielle des ouvrages pourra être envisagée dans les conditions suivantes :

- Les ouvrages devront être propres à leur destination,
- Les réserves éventuelles empêchant leur réception ne devront pas mettre en péril la continuité du service et la qualité de l'eau,
- L'accès pour leur exploitation courante sera aisé,
- Les frais d'exploitation seront pris en charge à la date de la mise en service par LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER **hormis pour les ouvrages qui seraient dégradés par le fait du chantier que conduit la SERM. Dans ces conditions la SERM prendra en charge tous les frais de remise en état des ouvrages dont la dévolution des travaux sera de l'exclusivité de l'exploitant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. (Ouvrages en service)**

ARTICLE 12 : OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER participera aux Opérations Préalables à la Réception (OPR) menées par LA SERM maître d'ouvrage, en présence de LA VILLE DE

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOLI, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions

Michael DELAFOSSE rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

Syndic 3 rue Verdale (parties communes)	3.367,00 €
11 rue Général Vincent, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
1 rue Collège Duvergnier, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
Syndic 5 rue Haguenot, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
7 rue Général Vincent, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
6 rue Faubourg Figuerolles, Cabinet Hugon Redon (parties communes)	4.000,00 €
M. ou Mme GRASSI Gennaro, 9 rue de la Raffinerie (propriétaire occupant)	3.000,00 €
SDC 15 rue du Chaval Vert, C/O SARL Bordry (parties communes)	4.000,00 €
Total :	30.367,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 30.367,00 € correspondant aux 8 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Marché public de prestation de service Réservations de berceaux auprès de crèches d'entreprises Reprise de gestion des crèches d'entreprises « Les Petits Chaperons Rouges » par la maison mère « LPCR GROUPE » Avenant de transfert

Michel PASSET rapporte :

Pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles, la Ville a multiplié les initiatives contribuant au développement de l'offre d'accueil sur le territoire. C'est dans ce contexte, par délibération du 27 juillet 2009, que le Conseil Municipal a autorisé la réservation de berceaux dans les crèches d'entreprises installées à Montpellier dans le cadre d'un marché de prestation de service.

Avec ce marché, la Ville peut réserver, en acquittant un prix annuel par place, un maximum de 30 places dans des établissements d'accueil implantés sur le territoire communal, conventionnés avec la Caisse d'Allocations Familiales et agréés par la Protection Maternelle Infantile. Le marché prévu pour un an et renouvelable trois fois arrivera à son terme le 11 août 2013.

Les deux lots géographiques prévus par ce marché ont permis d'attribuer le lot n°2 « Quartiers périphériques » à l'entreprise « Les Petits Chaperons Rouges » (LPCR) pour 5 places au prix initial de 9800 € par an et par berceau. Ces places sont dévolues, par le comité municipal d'attribution, à des familles montpelliéraines.

Par l'effet de plusieurs fusions-absorptions, l'entreprise LPCR a regroupé ses activités de crèches interentreprises pour devenir le gestionnaire unique de ses crèches. Ainsi, la gestion de l'entreprise LPCR a été reprise, à compter du 6 février 2013, dans un cadre juridique et fiscal adapté, par la maison mère du groupe, LPCR GROUPE.

Par conséquent, le présent avenant a pour objet la cession du contrat de LPCR à LPCR GROUPE, nouveau titulaire du contrat avec la Ville, qui s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- De prendre acte de la cession du contrat de LPCR à la maison mère du groupe, LPCR GROUPE.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à céder le marché au nouveau titulaire, LPCR GROUPE;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUE
ET COMMANDE PUBLIQUE

SERVICE COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché :

LPCR (LES PETITS CHAPERONS ROUGES)

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Réservation de berceaux auprès d'entreprises de crèches sur le territoire communal.
Lot 2 : quartiers périphériques

N° du marché :

9M20102B

Notifié le :

18 août 2009

Montant initial du marché :

Montant par an : 9 800,00 € par place

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de LPCR à LPCR GROUPE, nouveau titulaire, pour les motifs suivants : LPCR GROUPE maison mère du groupe LPCR, par l'effet de plusieurs fusions-absorptions regroupe ses activités de crèches interentreprises pour devenir le gestionnaire unique de ces crèches.

127

ARTICLE 2

A compter du 6 février 2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Durée inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

A Montpellier, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire,
l'Adjoint Délégué,

Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Françoise PRUNIER

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de Service « Cafpro » entre la CAF et la Ville Autorisation pour l'accès professionnel aux données des Caf

Michel PASSET rapporte :

Afin de déterminer la situation des familles pour le règlement des frais de garde dans les établissements et services d'accueil municipaux du jeune enfant (crèches, multi accueils, accueils familiaux) ainsi que dans les accueils de loisirs sans hébergement périscolaires et extrascolaires (ALAE et ALSH), la Ville de Montpellier prend en compte les ressources des familles et le nombre de personnes à charge.

Pour définir les tarifs, établis à partir d'un barème imposé par la CNAF pour les établissements d'accueil de jeunes enfants, les familles allocataires CAF doivent communiquer chaque année, aux services de la Ville concernés, le dernier avis d'imposition et une attestation de la CAF datant de moins de trois mois et mentionnant leur quotient familial.

Dans l'objectif de simplifier les démarches administratives pour les usagers, de rationaliser le recensement des informations manquantes mais également devant la difficulté à obtenir dans les délais des pièces fiables et contrôlées, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault propose, à ses partenaires et aux organismes tiers justifiant d'un besoin professionnel, l'accès direct à son service télématique « Cafpro ».

Ce service permet de visualiser en temps réel la situation ainsi que les ressources des familles allocataires. Cet accès est conditionné à la signature d'une convention de service entre la CAF et la Ville pour les établissements précités qui ont fait l'objet d'une signature de convention d'objectif et de financement pour le versement de la prestation de service. Cette convention est conclue pour un an renouvelable par tacite reconduction par période d'un an.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention de service entre la Ville et la CAF afin d'autoriser l'accès aux données « Cafpro » pour les agents justifiant d'un besoin professionnel;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention de service « Cafpro » ci jointe et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013



Convention de service « Cafpro »

Accès professionnel aux données des Caf

Numéro de la convention : T2 217/2012

Profil : T2

Partenaire : Mairie de Montpellier

Préambule :

Dans le cadre des moyens informatiques dont disposent les Caf pour répondre aux besoins de communication d'information des tiers l'application Cafpro est proposée pour permettre un accès aux données des dossiers allocataires en temps réel.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'organisation du service Cafpro proposées aux partenaires.

Des annexes sont jointes à la convention afin de préciser les spécificités du profil ainsi que les modalités pratiques de gestion des accès.

Convention de service entre :

La Caf de l'Hérault

Siège social :

139, avenue de Lodève – 34943 MONTPELLIER Cedex 9

Représentée par son Directeur, Monsieur Thierry MATHIEU

Et :

Mairie de Montpellier

Siège social :

1, place Georges Frêche

34267 Montpellier Cedex 2

Représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX

Pour les établissements suivants ayant fait l'objet d'une signature de convention d'objectif et de financement pour le versement de la prestation de service :

- accueils de loisirs sans hébergement périscolaires et extra-scolaires (Alae et Alsh),
- établissements et services d'accueil du jeune enfant (crèches, multi-accueils, accueils familiaux).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DU SERVICE CAFPRO

Conformément à l'acte réglementant l'application Cafpro, pris par la Cnaf après l'avis de la Cnil et publié¹, la Caf propose au partenaire la consultation des données des dossiers allocataires nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le partenaire s'engage à utiliser l'accès dans le respect de la finalité au titre de laquelle il est attribué.

Les catégories de données accessibles figurent dans l'annexe « Profil d'accès ».

Article 2 : ACCÈS AU SERVICE CAFPRO

La Caf délivre les habilitations d'accès individuelles aux agents nommément désignés par le partenaire.

Le partenaire s'engage à limiter le nombre de demandes d'habilitations en fonction des besoins de consultation.

L'accès à l'application se fait par le portail Internet des Caf : www.caf.fr

L'utilisateur saisit son identifiant et son mot de passe qui doit être modifié régulièrement.

L'accès au dossier est subordonné à la saisie du numéro d'allocataire.

¹ Publication sur le www.caf.fr

Article 3 : SÉCURITÉ - CONFIDENTIALITÉ

Le partenaire s'engage à respecter et faire respecter par ses agents les règles du secret professionnel et notamment de ne pas divulguer d'informations auprès de tiers non autorisés.

L'usage de l'accès au fichier est contrôlé sous la responsabilité du directeur de la Caf. Tous les accès au service et tentatives infructueuses de connexion font l'objet d'un enregistrement et d'un contrôle.

Il s'engage également à signaler à la Caf, sans tarder, tout changement ou fin de mission des utilisateurs habilités.

En cas de perte ou de vol des identifiants, le partenaire en informe immédiatement la Caf qui lui délivre une nouvelle habilitation.

Article 4 : NON RESPECT DES OBLIGATIONS

En cas de non respect des obligations, la Caf se réserve la faculté de mettre un terme à la présente convention et d'engager le cas échéant les actions nécessaires.

Article 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet pour une durée d'un an à compter de la signature.

Elle sera renouvelée par tacite reconduction par période d'un an.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties contractantes, pour un motif autre que celui prévu à l'article 4 deux mois avant l'échéance annuelle.

Fait en double exemplaire,

A Montpellier, le 15 avril 2013

Pour la Caf de l'Hérault,

Pour le partenaire,

Pour le Directeur de l'Action Sociale,
l'Adjoint,
Thierry MATHIEU, Directeur
Bernard SARRAZY

Hélène MANDROUX, Maire

Partage des données dans le domaine social en l'absence de disposition juridique

Cette annexe est spécifique aux T1, T2 et T3.

Le partenaire doit connaître le numéro d'allocataire pour accéder aux données des Caf.

Le service Cafpro offre à des tiers intervenant dans le domaine social la possibilité technique d'accéder au dossier d'allocataires pour l'exercice de leur mission, bien qu'il n'existe pas de texte réglementaire comme pour les prestations légales autorisant la communication d'informations.

POSITION DE LA CNIL CONCERNANT LE SECRET PARTAGE DANS LE DOMAINE SOCIAL

Lors d'une saisine en octobre 2002, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés a précisé sa position. Elle considère que :

« dans le domaine social les données ne peuvent être partagées entre entités concourant à la prise en charge d'une même personne que dans la mesure où :

- ces communications sont limitées aux seules données nécessaires à cette prise en charge,
- la confidentialité des données est assurée,
- la personne concernée, préalablement informée, ne s'est pas opposée à ces transmissions. »

Pour prendre en compte cette orientation au regard de la loi informatique et libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, la convention de service Cafpro fait obligation aux tiers concernés de s'assurer que l'allocataire n'est pas opposé à la consultation de son dossier.

A cet effet, vous trouverez ci-dessous un modèle d'information des allocataires destiné aux tiers concernés.

Modèle d'information des personnes au regard du secret partagé dans le domaine social.

Madame, Monsieur,

Nous vous informons que la Caisse d'allocations familiales met à notre disposition un service Internet à caractère professionnel qui nous permet de consulter les éléments de votre dossier nécessaires à l'exercice de notre mission.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, nous vous rappelons que vous pouvez vous opposer à la consultation de ces informations en nous contactant. Dans ce cas, il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier.

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Maison pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit

Sophie BONIFACE-PASCAL rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,

- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette fin de saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à **9** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **3355 €**.

Les associations concernées sont : Face Hérault (55€), Essor (550€), Axe Sport (880€), Via Voltaire (55€), Compagnons bâtisseurs (55€), Natyanamir (220€), Crèche bamboubulle (1100€), Secours populaire (220€) et AVEC (220€)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- De dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013 |



Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

ponctuelle

Maison pour tous : François-Villon

Pour la période de :

juin à juillet

2013 à juin 2013**

Pour Conseil municipal du: lundi 17 juin 2013

N° dossier
ville Nom de l'Association

Actions proposées

Observation

créneaux: Jour horaire

Nombre d'heure
total

Valorisation

FACE Hérault

accès aux droits

Action emploi au féminin: accueil des entreprises pour présentation métiers porteurs

lundi 24 juin 9h 12h30

Demi-journée
salle pour - 60
personnes

55

ESSOR

tutorat des jeunes en butte à des difficultés d'ordre social et scolaire

Actions éducatives et culturelles

10 1/2 journées entre le 9 et 20 juillet

Demi-journée
salle pour - 60
personnes

550

* succinctement ** supprimer les mentions inutiles ou modifier

*** Selon date du CM sur le calendrier

Maison pour tous : Voltaire

Pour la période de :

juillet

Pour Conseil municipal du: lundi 17 juin 2013

N° dossier
ville Nom de l'Association

Actions proposées

Observation

créneaux: Jour horaire

Nombre d'heure
total

Valorisation

AXE SPORTS

SPORTS ET CULTURE

STAGE ÉTÉ

Du 08 au 12/07

Journée salle
pour + 60
personnes

550

AXE SPORTS

SPORTS ET CULTURE

STAGE ÉTÉ

22 au 27/07

Demi-journée
salle pour - 60
personnes

330

Maison pour tous : Albertine Sarrazin

Pour la période de :

juin à juillet

Pour Conseil municipal du: lundi 17 juin 2013

N° dossier
ville Nom de l'Association

Actions proposées

Observation

créneaux: Jour horaire

Nombre d'heure
total

Valorisation

Via Voltaire

insertion professionnelle et suivi psychologique

réunion avec habitant du quartier au sujet de la rénovation des boîtes aux lettres

1/2 journée en juin, non défini (20 ou 27/06)

Demi-journée
salle pour - 60
personnes

55

Compagnons bâtisseurs

Formation interne

09/07/2013

Demi-journée
salle pour - 60
personnes

55

Maison pour tous :		Rosa-Lee-Parks	Pour la période de :		Juin	2013 à JUILLET 2013**	
Pour Conseil municipal du:			lundi 17 juin 2013				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	NATYANAMIR	DECOUVERTE CULTURE ET DANSES INDIENNES	STAGES DE DECOUVERTE DE DANSE INDIENNE CLASSIQUE ET DE DANSE BOLLYWOOD	Cette association nous a proposé gratuitement un spectacle de danses indiennes, lors du festival CaphARTnaüm. De plus, nous souhaitons développer cette activité sur la Maison pour tous RLPARKS à la prochaine rentrée, il s'agirait ici d'un coup de pouce au lancement de cette nouvelle activité.	du 8 au 12 juillet de 10h à 12h	Week-end stages activités associations - de 20	110
				le samedi 20 juillet de 9h à 20h	Week-end stages activités associations - de 20	110	
Maison pour tous :		Michel-Colucci	Pour la période de :		Août à septembre		
Pour Conseil municipal du:			lundi 17 juin 2013				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	crèche bamboubulle	structure accueil petite enfance	accueil sur la Mpt pdt travaux à la creche	il s'agit de 2 semaines où nous n'avons pas d'ateliers ni d'animation	2 semaines: du 26 au 30/08 et du 02 au 06/09/2013	10 journées x 110€	1100
Maison pour tous :		Albert-Camus	Pour la période de :		juillet		
Pour Conseil municipal du:			lundi 17 juin 2013				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	secours populaire	humanitaire/social	vide grenier		6 juillet de 8 à 20h,	Journée salle pour + 60 personnes	220
Maison pour tous :		Fanfonne-Guillierme	Pour la période de :		2012-2013		
Pour Conseil municipal du:			***				
N° dossier ville	Nom de l'Association	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AVEC	alphabétisation,FLE,accompagnement scolaire...	fête de fin d'année de l'association et ses abonnés	action sociale tarif très bas	22 06 2013 de 11h à 18h	Journée salle pour + 60 personnes	220 €

TOTAL	3355
--------------	-------------

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Le Rockstore - Travaux de mise aux normes - Avenant n° 1

Serge FLEURENCE rapporte :

Le Rockstore est un établissement recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée (discothèque et salle de concert) qui appartient à la Ville. Le site est inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Pour faire suite au contentieux qui oppose ce bâtiment et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolation acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.

Pour cela, un marché à procédure adaptée a été lancé en lots séparés, et par délibération n° 2012/594 en date du 17 décembre 2012, les marchés ont été attribués. L'entreprise DARVER est devenue titulaire du lot n° 1 « Gros-Œuvre – VRD ».

Des vestiges archéologiques ont été découverts en cours de chantier malgré deux sondages de sols réalisés au cours des études, (dans une zone proche de la scène qui avait été complètement remaniée lors des précédentes transformations du site (dans les années 1970), et une petite zone située contre une façade dans un collatéral - au final ce sondage se situait sur les reins de la voûte ce qui ne permettait pas de détecter la cavité). Cette découverte était donc imprévisible.

C'est lors du réglage de la plateforme destinée à supporter la dalle acoustique que les ouvriers sont passés à travers le sol en plusieurs endroits. Ils venaient de mettre à jour des caveaux individuels ainsi qu'une voûte enterrée de 2m de haut environ.

Une étude archéologique a donc été menée en urgence pour définir les zones concernées par la présence de caveaux. Fait exceptionnel : Il s'avère que c'est toute la surface de la Nef qui est concernée (caveau individuels) ainsi que la moitié des collatéraux (voûtes).

Dès lors, le système constructif initialement prévu pour les fondations de la dalle ne pouvait plus être envisagé du fait de cette sujétion technique imprévue.

Après concertation entre les bureaux d'études techniques, les architectes, les archéologues et la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, dans le but de ne pas détruire ces vestiges archéologiques, une solution technique spécifique a été retenue, consistant en :

- Sur la Nef : la réalisation d'une dalle de 10 mètres de portée fondée sur micropieux.
- Sur les collatéraux : renforcement du sol par injection de résine.
- Mais également, la mise en place d'un support anti-vibratile qui apporte la correction acoustique nécessaire.

Ce complexe « dalle-résilient-fondation » très spécifiquement et finement dimensionné, permettant d'atteindre les performances exceptionnelles recherchées tout en préservant l'héritage archéologique découvert, ne peut être réalisé que par la même entreprise, titulaire du lot Gros-Œuvre, mettant en œuvre l'ensemble des éléments le constituant.

Ces techniques de fondation engendrent une plus-value importante par rapport au système constructif prévu au marché :

- Montant initial du marché : 180 000 € HT.
- Montant de l'avenant : 170 824,37 € HT.
- Nouveau montant du marché : 350 824,37 € HT.
- Pourcentage d'augmentation du marché : 95 %.

La Commission d'Appel d'Offres, en date du 16 avril 2013, a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n° 1 en ce qui concerne le marché en question.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché 2M1363 relatif aux travaux de mise aux normes du Rockstore.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer cet avenant ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

PROJET AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame le Maire

Titulaire du marché :

DARVER SAS

Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
Salle de concert ROCKSTORE - Travaux de mise aux normes
Gros œuvre - VRD

N° du marché :
2M1363A

Notifié le :
02 février 2013

Montant initial du marché :
Montant HT : 180 000,00 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : 16/04/2013

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants :

Pour faire suite au contentieux qui oppose le Rockstore et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolement acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.

Dans le cadre de cette opération, des vestiges archéologiques ont été découverts entraînant des problèmes de portance du sol.

Cette découverte en cours de chantier était imprévisible. En effet, le sol ne pouvait pas être sondé dans sa globalité pendant les études du fait de la présence de matériaux amiantés en surface de dalle et de l'utilisation du site. En effet, ce type de matériaux amianté doit être enlevé et il ne peut l'être sans confinement de la zone concernée (soit l'ensemble de la grande salle). Aussi, seuls deux sondages avaient pu être réalisés. Malheureusement, ils ont concerné une zone proche de la scène qui avait été complètement remaniée lors des précédentes transformations du site (dans les années 1970), et une petite zone située contre une façade dans un collatéral (au final ce sondage se situait sur les reins de la voûte ce qui ne permettait pas de détecter la cavité).

Après la phase de désamiantage, afin de confirmer la portance du sous-sol, une étude géotechnique a été réalisée par un bureau d'étude spécialisé dans le cadre du marché du lot " Gros Œuvre ". Les études ont révélé un sol hétérogène mais pas de cavités. Il était alors légitime de penser pouvoir fonder la dalle sur le sol existant en réalisant simplement une amélioration du sol et un bon compactage. En réalité, le bureau d'étude a été induit en erreur dans son analyse par la présence à -80 cm sous le sol existant de l'ancien dallage de l'église qui constitue un point dur. Ce point dur a faussé les résultats de son étude.

C'est lors du réglage de la plateforme destinée à supporter la dalle acoustique que les ouvriers sont passés à travers le sol en plusieurs endroits. Ils venaient de mettre à jour des caveaux individuels ainsi qu'une voûte enterrée de 2m de haut environ.

Le site étant inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ancienne église), la DRAC a été alertée. Une étude archéologique a donc été menée en urgence pour définir les zones concernées par la présence de caveaux. Fait exceptionnel : Il s'avère que c'est toute la surface de la Nef qui est concernée (caveau individuels) ainsi que la moitié des collatéraux (voûtes).

Dès lors, le système constructif initialement prévu pour les fondations de la dalle ne pouvait plus être envisagé du fait de cette sujétion technique imprévue.

Après études et analyse par les différents intervenants (BE acoustique, BE géotechnique, BE structure, Archéologue, Bureau de Contrôle, DRAC), la solution technique qui répond à l'ensemble des contraintes techniques et archéologiques est :

"Sur la Nef : la réalisation d'une dalle de 10 mètres de portée fondée sur micro-pieux.

"Sur les collatéraux : renforcement du sol par injection de résine.

Il est nécessaire de modifier considérablement les techniques de fondation engendrant une plus-value importante par rapport au système constructif prévu au marché.

Une dernière complexité doit être prise en compte dans cette opération. Les contraintes acoustiques impliquent la mise en place d'une dalle sur support anti-vibratile. Un résilient phonique très spécifique est donc prévu. Pour que son comportement mécanique apporte les corrections acoustiques demandées par le bureau d'étude spécialisé, sa mise en œuvre implique une définition précise des descentes de charges et donc des fondations. Aussi pour assurer les performances acoustiques nécessaires à la réussite de l'opération, le complexe " dalle-résilient-fondations " doit être finement dimensionné et parfaitement réalisé, faute de quoi les résultats attendus ne seraient pas atteints et la Ville, dans le cadre du contentieux, risquerait d'être condamnée pour les nuisances que génère le Rockstore. Il est donc indispensable que l'entreprise titulaire du lot " Gros-Œuvre " mette en œuvre l'ensemble des éléments le constituant.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 10 avril 2013.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 170 824,37 € H.T., soit en toutes lettres : cent soixante dix mille huit cent vingt quatre euros trente sept centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 350 824,37 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 95 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Durée du marché inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P.

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34067 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

DARVER SAS
Représenté par Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
Salle de concert ROCKkSTORE travaux de mise aux normes
Gros oeuvre -VRD

N° du marché :
2M13632A

Notifié le :
02 février 2013

Montant initial du marché :
Montant HT : 180 000,00 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : 16/04/2013

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants :

Pour faire suite au contentieux qui oppose le Rockstore et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolement acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.

Dans le cadre de cette opération, des vestiges archéologiques ont été découverts entraînant des problèmes de portance du sol.

Cette découverte en cours de chantier était imprévisible. En effet, le sol ne pouvait pas être sondé dans sa globalité pendant les études du fait de la présence de matériaux amiantés en surface de dalle et de l'utilisation du site. En effet, ce type de matériaux amianté doit être enlevé et il ne peut l'être sans confinement de la zone concernée (soit l'ensemble de la grande salle). Aussi, seuls deux sondages avaient pu être réalisés. Malheureusement, ils ont concerné une zone proche de la scène qui avait été complètement remaniée lors des précédentes transformations du site (dans les années 1970), et une petite zone située contre une façade dans un collatéral (au final ce sondage se situait sur les reins de la voûte ce qui ne permettait pas de détecter la cavité).

Après la phase de désamiantage, afin de confirmer la portance du sous-sol, une étude géotechnique a été réalisée par un bureau d'étude spécialisé dans le cadre du marché du lot " Gros Œuvre ". Les études ont révélé un sol hétérogène mais pas de cavités. Il était alors légitime de penser pouvoir fonder la dalle sur le sol existant en réalisant simplement une amélioration du sol et un bon compactage. En réalité, le bureau d'étude a été induit en erreur dans son analyse par la présence à -80 cm sous le sol existant de l'ancien dallage de l'église qui constitue un point dur. Ce point dur a faussé les résultats de son étude.

C'est lors du réglage de la plateforme destinée à supporter la dalle acoustique que les ouvriers sont passés à travers le sol en plusieurs endroits. Ils venaient de mettre à jour des caveaux individuels ainsi qu'une voûte enterrée de 2m de haut environ.

Le site étant inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ancienne église), la DRAC a été alertée. Une étude archéologique a donc été menée en urgence pour définir les zones concernées par la présence de caveaux. Fait exceptionnel : Il s'avère que c'est toute la surface de la Nef qui est concernée (caveau individuels) ainsi que la moitié des collatéraux (voûtes).

Dès lors, le système constructif initialement prévu pour les fondations de la dalle ne pouvait plus être envisagé du fait de cette sujétion technique imprévue.

Après études et analyse par les différents intervenants (BE acoustique, BE géotechnique, BE structure, Archéologue, Bureau de Contrôle, DRAC), la solution technique qui répond à l'ensemble des contraintes techniques et archéologiques est :

"Sur la Nef : la réalisation d'une dalle de 10 mètres de portée fondée sur micro-pieux.

"Sur les collatéraux : renforcement du sol par injection de résine.

Il est nécessaire de modifier considérablement les techniques de fondation engendrant une plus-value importante par rapport au système constructif prévu au marché.

Une dernière complexité doit être prise en compte dans cette opération. Les contraintes acoustiques impliquent la mise en place d'une dalle sur support anti-vibratile. Un résilient phonique très spécifique est donc prévu. Pour que son comportement mécanique apporte les corrections acoustiques demandées par le bureau d'étude spécialisé, sa mise en œuvre implique une définition précise des descentes de charges et donc des fondations. Aussi pour assurer les performances acoustiques nécessaires à la réussite de l'opération, le complexe " dalle-résilient-fondations " doit être finement dimensionné et parfaitement réalisé, faute de quoi les résultats attendus ne seraient pas atteints et la Ville, dans le cadre du contentieux, risquerait d'être condamnée pour les nuisances que génère le Rockstore. Il est donc indispensable que l'entreprise titulaire du lot " Gros-Œuvre " mette en œuvre l'ensemble des éléments le constituant.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 10 avril 2013

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 170 824,37 € H.T., soit en toutes lettres : cent soixante dix mille huit cent vingt quatre euros trente sept centimes.

Le montant du contrat est donc porté à 350 824,37 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 95 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Frédéric TSITSONIS

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le



Maître d'ouvrage : Direction Architecture et Immobilier – Service Patrimoine et Sécurité
Maître d'œuvre : Direction Architecture et Immobilier – Service Architecture

**SALLE DE CONCERT « LE ROCKSTORE »
TRAVAUX DE MISE AUX NORMES
RAPPORT D'AVENANT N° 1**

Objet du marché :

Salle de concert « Le Rockstore » - Travaux de mise aux normes
Lot n° 1 : Gros-Œuvre - VRD

Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1, Place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par Madame le Maire

Titulaire du marché :

DARVER
235, Rue Les Portes Domitiennees
34740 VENDARGUES

249

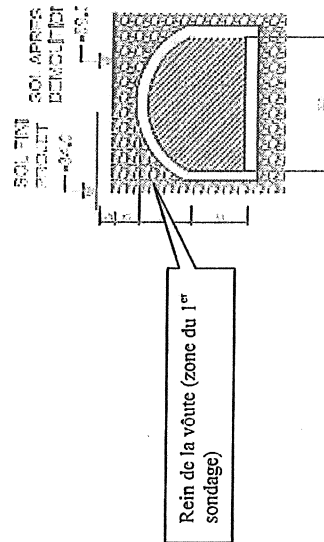
1 - Renseignements concernant le Marché

Affaire :

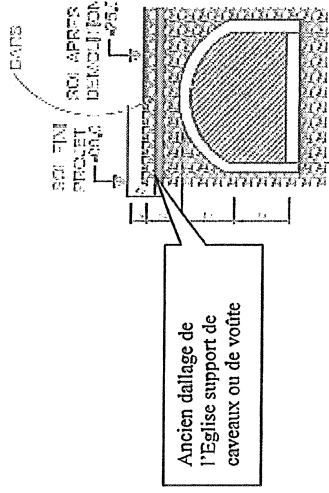
N° 2M1363269

2 - Renseignements concernant l'Avenant

Montant initial du marché (HT)	Justification de l'avenant	Devis (HT)	Nouveau montant du marché (HT)	Pourcentage d'augmentation du marché
180 000 €	<p>Pour faire suite au contentieux qui oppose le Rockstore et la copropriété voisine portant sur les défauts d'isolement acoustique, la Ville, propriétaire des murs, a décidé d'effectuer d'importants travaux conduisant à la mise en conformité acoustique.</p> <p>Dans le cadre de cette opération, des vestiges archéologiques ont été découverts entraînant des problèmes de portance du sol.</p> <p>Cette découverte en cours de chantier était imprévisible. En effet, le sol ne pouvait pas être sondé dans sa globalité pendant les études du fait de la présence de matériaux amiantés en surface de dalle et de l'utilisation du site. En effet, ce type de matériaux amianté doit être enlevé et il ne peut l'être sans confinement de la zone concernée (soit l'ensemble de la grande salle). Aussi, seuls deux sondages avaient pu être réalisés. Malheureusement, ils ont concerné une zone proche de la scène qui avait été complètement remaniée lors des précédentes transformations du site (dans les années 1970), et une petite zone située contre une façade dans un collatéral (au final ce sondage se situait sur les reins de la voûte ce qui ne permettait pas de détecter la cavité).</p>	170 824,37 €	350 824,37 €	95 %



Après la phase de désamiantage, afin de confirmer la portance du sous-sol, une étude géotechnique a été réalisée par un bureau d'étude spécialisé dans le cadre du marché du lot « Gros Œuvre ». Les études ont révélé un sol hétérogène mais pas de cavités. Il était alors légitime de penser pouvoir fonder la dalle sur le sol existant en réalisant simplement une amélioration du sol et un bon compactage. En réalité, le bureau d'étude a été induit en erreur dans son analyse par la présence à -80 cm sous le sol existant de l'ancien dallage de l'église qui constitue un point dur. Ce point dur a faussé les résultats de son étude.



C'est lors du réglage de la plateforme destinée à supporter la dalle acoustique que les ouvriers sont passés à travers le sol en plusieurs endroits. Ils venaient de mettre à jour des caveaux individuels ainsi qu'une voûte enterrée de 2m de haut environ.

Le site étant inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ancienne église), la DRAC a été alertée. Une étude archéologique a donc été menée en urgence pour définir les zones concernées par la présence de caveaux. Fait exceptionnel : Il s'avère que c'est toute la surface de la Nef qui est concernée (caveau individuels) ainsi que la moitié des collatéraux (voûtes).

Dès lors, le système constructif initialement prévu pour les fondations de la dalle ne pouvait plus être envisagé du fait de cette sujétion technique imprévue.

Après études et analyse par les différents intervenants (BE acoustique, BE géotechnique, BE structure, Archéologue, Bureau de Contrôle, DRAC), la solution technique qui répond à l'ensemble des contraintes techniques et archéologiques est :

- Sur la Nef : la réalisation d'une dalle de 10 mètres de portée fondée sur micropieux.
- Sur les collatéraux : renforcement du sol par injection de résine.

Il est nécessaire de modifier considérablement les techniques de fondation engendrant une plus-value importante par rapport au système constructif prévu au marché.

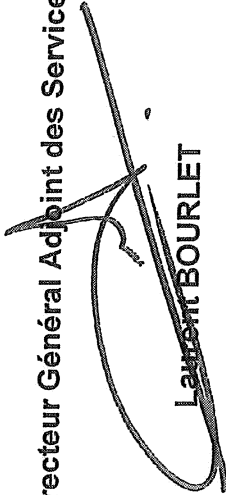
	<p>Une dernière complexité doit être prise en compte dans cette opération. Les contraintes acoustiques impliquent la mise en place d'une dalle sur support antivibratile. Un résilient phonique très spécifique est donc prévu. Pour que son comportement mécanique apporte les corrections acoustiques demandées par le bureau d'étude spécialisé, sa mise en œuvre implique une définition précise des descentes de charges et donc des fondations. Aussi pour assurer les performances acoustiques nécessaires à la réussite de l'opération, le complexe « dalle-résilient-fondations » doit être finement dimensionné et parfaitement réalisé, faute de quoi les résultats attendus ne seraient pas atteints et la Ville, dans le cadre du contentieux, risquerait d'être condamnée pour les nuisances que génère le Rockstore. Il est donc indispensable que l'entreprise titulaire du lot « Gros-Œuvre » mette en œuvre l'ensemble des éléments le constituant.</p>		
--	---	--	--

Conformément à l'article 20 du code des marchés publics, l'avis de la commission d'appel d'offres est demandé sur cet avenant résultant de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties.

Le Directeur Architecture et Immobilier


Jean-Louis DESTISON

Le Directeur Général Adjoint des Services


Laurent BOURLET

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Convention de gestion des charges communes - Opération la Panacée Convention de location 3 rue du Calvaire Ville de Montpellier/ Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires

Serge FLEURENCE rapporte :

Par bail emphytéotique administratif en date du 21 avril 2009, la Ville de Montpellier a mis à disposition du CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) une partie de l'immeuble situé, 14 rue Ecole de Pharmacie, propriété de la Ville.

Dans ces lieux mis à disposition, d'une superficie de 1500 m² environ, ont été créés par le CROUS 59 studios pour des étudiants en art et 3 ateliers d'artistes.

Un état descriptif de division volumétrique (EDDV) annexé au bail emphytéotique administratif du 21/04/2009 décrit les équipements qui font l'objet des servitudes réciproques et perpétuelles applicables à cet ensemble immobilier.

L'ensemble immobilier rentre dans sa phase opérationnelle avec l'ouverture en juin 2013 du Centre d'art, il convient donc de définir les règles de gestion afférentes à ces servitudes.

La Ville et le CROUS s'obligent en conséquence à assumer leur quote-part de toutes les dépenses consécutives à l'existence, au fonctionnement et à l'entretien des éléments collectifs généraux de l'ensemble immobilier selon les modalités figurant dans la convention de gestion des charges communes jointe en annexe.

D'autre part, la Ville de Montpellier s'était engagée à fournir un local à vélos qui devait à l'origine être partie intégrante de l'immeuble 14 rue école de pharmacie. Ce projet, qui n'a pu être réalisé pour des contraintes techniques, a nécessité de trouver un local indépendant situé à proximité de l'immeuble pour répondre aux besoins des résidents.

Un local d'une superficie de 25 m² en rez de chaussée de l'ancien presbytère Saint Mathieu situé, 3 rue du calvaire étant disponible et adapté, la Ville de Montpellier propose de le mettre gracieusement à la disposition du CROUS à compter du 1^{er} juillet 2013, pour une durée de 10 ans renouvelable ;

La valeur locative annuelle de ce local a été évaluée à 1200,00 €.


La gratuité de la location constituant une subvention annuelle en nature d'un montant de 1200,00 €, il conviendra de reporter cette somme à la fois sur le compte administratif de la Ville de Montpellier et dans les comptes annuels du CROUS.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver pour l'opération la Panacée, la convention de gestion des charges communes jointe en annexe ;
- d'approuver la convention de location du local à vélos jointe en annexe ;
- d'approuver la gratuité du loyer pour le local à vélos et de porter la subvention annuelle en nature d'un montant de 1200,00 € au compte administratif de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 18 juin 2013

CONVENTION DE GESTION DES CHARGES COMMUNES

OPERATION LA PANACEE

ENTRE

La commune de Montpellier, située dans le département de l'Hérault, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722.

Représentée par Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier dûment habilité par délibération du
Ci-après désignée la **Ville**

ET

Le **CROUS de MONTPELLIER**, établissement public à caractère administratif, dont le siège est 2, rue Monteil 34 000 MONTPELLIER, représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur par délibération du conseil d'administration du 30 juin 2010

Ci-après désigné le **CROUS**,

Il est exposé et convenu ce qui suit.

EXPOSE

La Ville et le CROUS ont élaboré un projet portant sur les locaux de l'ancien laboratoire national de la santé, situé 14 rue de l'école de pharmacie, section HP 229 et 295, dans le centre-ville.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'opération de rénovation du centre-ville, dénommée « Grand cœur ».

La Ville a souhaité aménager les locaux du rez-de-chaussée et du sous-sol en un espace dédié aux arts (salles d'exposition, ateliers d'artistes, pôle administratif, auditorium et locaux techniques pour environ 2300 m² de surface utile) et affecter les locaux du 1^{er} étage en logements étudiants en arts (59 studios pour environ 1500m² SU et 3 T2 destinés à être loués à la mairie qui les met à disposition d'artistes en résidence).

L'intérêt pour le CROUS est de permettre d'offrir à des étudiants des conditions de logement exceptionnelles : tarifs sociaux garantis par le mode de financement et présence d'une résidence dans le cœur même de la ville.

L'état descriptif de division volumétrique (EDDV) annexé au bail emphytéotique administratif signé le 21/04/2009 entre la Ville et le CROUS fixe le cahier des charges comprenant les servitudes réciproques et perpétuelles qui seront applicables à cet ensemble immobilier.

L'ensemble immobilier dont s'agit comprend :

- 1) des éléments, structures, équipements et espaces collectifs qui sont affectés à l'usage de la Ville et du CROUS et qui font l'objet de la présente convention.
- 2) des éléments, structures, équipements et espaces privatifs qui sont à l'usage exclusif et particulier de la Ville ou du CROUS.

OBJET

La présente convention a comme objet la gestion de l'ensemble immobilier et la répartition des charges d'entretien. La gestion, l'entretien et la réparation des ouvrages et équipements de l'ensemble immobilier présentant un intérêt collectif pour la Ville et le CROUS :

- sera assurée directement par eux suivant des modalités définies entre eux, dans la présente convention,

- ou sera assurée par l'association syndicale libre, si la Ville et le CROUS décident de constituer ladite association.

Parmi ces équipements collectifs, figure un local vide-ordures, propriété du volume 1. Le propriétaire ou preneur à bail emphytéotique du volume 2 pourra utiliser ces locaux. Les conditions d'utilisation et les charges d'entretien sont ici précisées.

Conformément à l'EDDV, il est précisé que la Ville et le CROUS assureront l'entretien et la réparation des structures qui leur appartiennent, compte tenu de la définition des volumes figurant dans l'état descriptif de division de l'ensemble.

ARTICLE 1 : Obligation de participation aux dépenses

La Ville et le CROUS s'obligent à assumer leur quote-part de toutes les dépenses consécutives à l'existence, au fonctionnement et à l'entretien des éléments collectifs généraux de l'ensemble immobilier.

Ils s'obligent à rembourser leur quote-part suivant les règles présentement définies.

ARTICLE 2 : Dispositions communes

Le terme de *quote-part* tel qu'il est entendu dans la présente convention correspond à une charge financière de 61% pour la Ville et 39% pour le CROUS.

En fin d'année civile, la Ville établira un *état annuel* portant sur la gestion de l'ensemble immobilier et la gestion des parties communes et qui établira :

1 l'état des opérations d'entretien courant et de gros entretien réalisées durant l'année écoulée et l'éventuel reste dû du CROUS auprès de la Ville, accompagné des factures correspondantes, déduction faite d'un éventuel dédommagement de la part des assurances de la Ville ou du CROUS.

2 en concertation avec le CROUS, l'état des travaux à réaliser pour assurer le maintien en bon état du bâti ainsi que les grosses réparations éventuelles.

3 S'il y a lieu un compte-rendu des dégradations et les techniques de prévention mises en place pour y remédier.

En règle générale et dans tous les cas qui n'auraient pas été expressément mentionnés dans la convention, il est entendu que, sauf dispositions contraires, l'entretien courant des éléments, structures, équipements et espaces collectifs qui sont affectés à l'usage de la Ville et du CROUS et qui font l'objet de la présente convention est pris en charge par la Ville et le CROUS selon la *quote-part* définie ci-dessus et fait l'objet de la 1^{ère} partie de l'état annuel. Les travaux seront alors effectués par la Ville.

ARTICLE 3 : Ravalement

Conformément à la réglementation applicable en secteur sauvegardé dans la ville de Montpellier, la Ville et le CROUS seront tenus d'effectuer le ravalement et l'entretien des façades tous les dix ans.

De manière à préserver l'harmonie de l'ensemble, il est précisé que les travaux d'entretien affectant les façades, et généralement tout ce qui sera visible de l'extérieur, devront avant d'être commencés avoir été autorisés par la Ville et le CROUS aux conditions définies entre eux par la présente.

La Ville et le CROUS conviendront par écrit des travaux nécessaires et de leur mode d'exécution.

La Ville, propriétaire de la façade, établira le marché de travaux correspondant puis demandera au CROUS le reversement des sommes payées selon la quote-part sus-définie.

En cas de dégradation prématurée, la Ville entreprendra les travaux nécessaires à la remise en état de la façade, et sera remboursée selon la quote-part sur présentation de facture, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'état annuel des opérations.

ARTICLE 4 : Toiture

La Ville est chargée de la maintenance des travaux nécessaires au maintien en état de la toiture et de la charpente. En fin d'année civile la Ville demandera au CROUS une participation à ces travaux selon la quote-part sus-déterminée dans l'état annuel.

En cas de tempête ayant endommagé la toiture, la Ville entreprendra les travaux nécessaires à sa remise en état, et sera remboursée selon la quote-part sur présentation de facture, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'état annuel des opérations.

ARTICLE 5 : Réseaux et canalisations

La Ville et le CROUS assureront, chacun en ce qui le concerne, l'entretien des réseaux et canalisations afférents à leur lot.

Le curage des eaux usées du collecteur général sera effectué annuellement par la Ville. Le remboursement par le CROUS se fera sur la base de l'état annuel susmentionné en fonction de la quote-part.

En cas de dommage plus important, la Ville entreprendra les travaux nécessaires à leur remise en état, et sera remboursée selon la quote-part sur présentation de facture, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'état annuel des opérations.

ARTICLE 6 : Façades intérieures et charpente métallique

La Ville et le CROUS effectueront l'entretien des façades tous les vingt ans.

Les travaux d'entretien affectant les façades intérieures devront avant d'être commencés avoir été autorisés par la Ville et le CROUS aux conditions définies entre eux par la présente.

La Ville et le CROUS conviendront par écrit des travaux nécessaires et de leur mode d'exécution.

La Ville, propriétaire de la façade, établira le marché de travaux correspondant puis demandera au CROUS le reversement des sommes payées selon la quote-part sus-définie.

En cas de dommage plus important, la Ville entreprendra les travaux nécessaires à sa remise en état, et sera remboursée en fonction de la quote-part sur présentation de facture, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'état annuel des opérations.

ARTICLE 7 : Gestion des locaux communs

Article 7-1 : description des locaux communs

Sont considérés comme locaux communs :

- Le Hall d'entrée et l'escalier principal côté rue de l'école de pharmacie
- Le hall et l'escalier secondaire (issue de secours 4) côté rue de la verrerie
- Le local poubelles situé au niveau -2 côté rue de la verrerie
- Le local technique (chaudière / adoucisseur) situé au niveau -2

Article 7-2 : nettoyage des locaux communs

Le CROUS prendra à sa charge le nettoyage de l'escalier secondaire ainsi que du local poubelles. De plus, il prendra à sa charge la sortie des poubelles.

De son côté, la Ville prendra à sa charge le nettoyage du hall d'entrée, de l'escalier principal et des locaux techniques dont le local chaudière.

Article 7-3 : utilisation des fluides dans les locaux communs

Le coût des fluides des locaux communs est pris en charge par la Ville.

Article 7-4 : maintenance des locaux communs

Le CROUS prendra à sa charge la maintenance de l'escalier secondaire, les équipements de contrôle d'accès et le local poubelles. De plus, il prendra à sa charge la sortie des poubelles. A cet effet, la remise en état des peintures, révision des portes et toutes autres menues réparations ou entretien courant de ces locaux seront effectués par le CROUS.

De son côté, la Ville prendra à sa charge la maintenance du hall d'entrée, de l'escalier principal et des locaux techniques dont le local chaudière. A cet effet, la remise en état des peintures, révision des portes et toutes autres menues réparations ou entretien courant de ces locaux seront effectués par la Ville.

ARTICLE 8 : Gestion des équipements collectifs de chauffage et d'ECS

Article 8-1 : installation d'ECS, adoucisseur

La production d'eau chaude sanitaire sera assurée par la chaudière dont l'entretien est visé dans les articles 8-2 à 8-5.

L'adoucisseur est un équipement dédié à l'usage du CROUS. Son entretien, maintenance et les réparations seront prises en charge par le CROUS. Afin d'assurer l'entretien de cet équipement une clé de la chaufferie sera remise à la personne dûment habilitée (prestataire ou personnel CROUS). Le CROUS s'engage à s'assurer que seules des personnes qualifiées auront accès à ce local.

Article 8-2 : entretien courant de la chaudière

L'entretien de la chaudière est effectué par la Ville. Les réparations peu importantes d'un montant inférieur à 50€ HT seront prises en charge par la ville. Pour les réparations plus importantes, le reversement se fera par le CROUS selon la quote-part sur la base de l'état annuel.

L'entretien des radiateurs qui ne sont pas considérés comme des équipements communs seront donc à la charge du lot dans lesquels ils se trouvent.

Article 8-3 : fourniture de fluides pour la chaudière

La Ville fournira la chaleur nécessaire au chauffage des locaux du CROUS pour une durée égale à celle du centre d'art soit en règle générale du 1^{er} novembre au 30 avril. La température minimale assurée pour les logements sera de 18°C conformément à l'article R111-6 du code de la construction et de l'habitation.

La Ville souscrit pour cela à un contrat d'abonnement pour la fourniture du gaz. Le CROUS s'engage à rembourser l'énergie et le coût de maintenance au montant forfaitaire calculé suivant les modalités de l'article 8-3-1. La facturation sera établie **semestriellement** par la direction Energie et Moyens Techniques de la Ville.

Article 8-3-1 : Redevance

La redevance P que le CROUS devra à la Ville de Montpellier, comprend les prestations suivantes :

- P1 c : prix de fourniture de chaleur pour le chauffage des locaux CROUS
- P1 ecs : prix de fourniture de gaz pour le réchauffage de l'eau chaude sanitaire
- P1 elec : prix de fourniture électricité pour le chauffage et l'ECS du CROUS
- P2 c : quote-part du prix de l'entretien de la chaufferie

1. chauffage P1

Prix de la fourniture de gaz consommée pour le chauffage du CROUS :

$$P1c = Qc / R * Pg$$

Avec Qc = énergie comptabilisée par le(s) compteur(s) d'énergie pour le chauffage des locaux et logements du CROUS (en kW/h ut).

R = rendement technique de la chaufferie calculé

Pg = prix moyen de gaz sur la période considérée (en €TTC/kWhPCS)

P1ecs

Prix de la fourniture de gaz consommée pour la production d'eau chaude sanitaire du CROUS :

$$P1ecs = Qgecs * Pg$$

Avec Qgecs = énergie comptabilisée par le sous-compteur gaz alimentant l'ECS du CROUS

(en kWhPCS)

Pg = prix moyen de gaz sur la période considérée (en €TTC/kWhPCS)

P1élec

Prix de la fourniture d'électricité consommée en chaufferie et utilisée pour les usages du CROUS (chauffage locaux CROUS et ECS)

$$P1_{élec} = Q_e * P_e * (Q_c/R + Q_{gecs}) / Q_g$$

Avec Qe = énergie électrique consommée par la chaufferie (en kWh)

Pe = prix moyen d'électricité sur la période considérée (en €TTC/kWh)

Qc = énergie comptabilisée par le(s) compteur(s) d'énergie pour le chauffage des locaux et logements du CROUS (en kWh ut.)

R = rendement technique de la chaufferie calculé

Qgecs = énergie comptabilisée par le sous-compteur gaz alimentant l'ECS du CROUS (en kWhPCS)

Qg = énergie comptabilisée par le compteur gaz alimentant la chaufferie (en kWhPCS)

2. entretien P2c

Par du CROUS pour l'entretien des équipements communs de la chaufferie, hors production de l'eau chaude sanitaire, selon un prorata CROUS/Ville de 39/61 :

$$P2c = 1860 \text{ €/an}$$

Si un compteur de chaleur ou de gaz donne des index erronés, la Ville remplacera ces index par des consommations théoriques calculées à partir des besoins connus sur les périodes précédentes, en fonction de la rigueur de l'hiver (DJU) ou de la consommation d'ECS d'une période identique.

Article 8-3-2 : Révision de prix

Les prix ci-dessus seront révisés de la façon suivante :

P1 : selon les tarifs et factures d'achat de gaz et d'électricité

P2 : selon la formule ci-après :

$$P'2 = P2 * (0.7 * ICHT-IME / ICHT-IME_0 + 0.3 * FSD1 / FSD1_0)$$

Avec : P2 : prix forfaitaire fixé à l'article 8

P'2 : prix révisé

ICHT-IME : indice du coût de la main d'œuvre dans les industries mécaniques et électriques

ICHT-IME₀ : valeur initiale de l'indice ICHT-IME janvier 2009 : 99.9

FSD1 : indice frais et services divers 1

FSD1₀ : valeur initiale de l'indice FSD1 janvier 2009 : 115.3

Article 8-4 : grosses réparations et changement des composantes

En cas de réparation excédant l'entretien normal ou de changement des équipements, la Ville entreprendra après accord écrit du CROUS les travaux nécessaires à leur remise en état, et sera remboursée en fonction de la quote-part sur présentation de facture, sans qu'il soit nécessaire d'attendre l'état annuel des opérations.

Le remplacement des compteurs défectueux permettant la facturation est à la charge du CROUS.

Article 8-5 : service de dépannage

La ville assurant l'entretien des équipements, en cas de panne, il conviendra de contacter :

- de 8h à 12h et de 13h15 à 17h les jours travaillés : l'atelier chauffage au 04 67 34 73 55
- en dehors de ces plages horaires pour les urgences : astreinte au 06 08 41 00 72 ou en cas de non réponse 06 23 51 15 86

ARTICLE 9 : Gestion des équipements de sécurité incendie

Les deux établissements « logement étudiants » et « centre d'Art la Panacée » doivent répondre à la réglementation relative aux établissements recevant du public. Aussi la Ville et le CROUS devront respecter les prescriptions émises par la commission de sécurité pour ce qui les concerne.

Le Directeur de la Panacée assurera la fonction de responsable unique de sécurité.

A ce titre, il sera l'interlocuteur du SDIS dans le cadre de la sécurité incendie et le CROUS lui communiquera les contrats d'entretien des installations techniques, les documents des vérifications périodiques, de la levée des réserves liée à ces vérifications et des attestations de levée des prescriptions éventuelles de la commission de sécurité.

Afin de garantir la sécurité des occupants du bâtiment au mieux, les deux centrales d'alarme de sécurité incendie sont reliées afin de permettre l'évacuation globale du bâtiment en cas de sinistre.

En cas de déclenchement d'alarme hors horaire de présence du personnel de la Panacée, la société de gardiennage et de télésurveillance de la ville assurera la levée de doute et le réarmement des deux centrales. Ces prestations seront prises en charge pour moitié par la ville et l'autre moitié par le CROUS.

La Ville, établira le marché de service correspondant, s'acquittera des prestations puis demandera au CROUS le remboursement, selon ce prorata, et sur présentation des factures correspondantes lors du bilan annuel.

ARTICLE 10 : Dégradations

Les dégradations (tags, vitres cassées, portes abîmées, trous dans les portes, ...) apparues dans les locaux communs (local poubelles, local chaudière, escaliers, hall d'entrée) seront pris en charge selon la répartition vu à l'article 7-4.

L'état annuel en fera état, dans le but de mettre éventuellement en place des techniques de prévention.

ARTICLE 11 : Attribution de juridiction

Les parties conviennent expressément que tout litige qui pourrait résulter de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution des présentes et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le
En 2 exemplaires,

Pour le Maire de la Ville de Montpellier,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Le Directeur du CROUS
Philippe PROST

CONVENTION DE LOCATION

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire **Hélène MANDROUX** dûment habilité par délibération du

d'autre part,

Le CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaire et Scolaires) dûment représentée par son Directeur en exercice, **Monsieur Philippe PROST**, par délibération du Conseil d'Administration du 30/06/2010, ci-après désigné le preneur.

Préambule :

Par bail emphytéotique en date du 21 avril 2009 la Ville de Montpellier a mis en partie à disposition du CROUS l'immeuble situé 14 rue Ecole de Pharmacie.

Dans le cadre de ce bail, la Ville de Montpellier s'était engagée à fournir un local à vélos qui devait être partie intégrante de l'immeuble. Ce projet n'ayant pu être réalisé pour des contraintes techniques, la Ville de Montpellier propose un nouveau local situé à proximité de l'immeuble.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, et en application des articles 1708 et suivants du code civil, la Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés situés :

3 rue Calvaire
34000 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux loués

1.1 - Désignation des lieux

D'une superficie de 25 m² et situés en rez de chaussée du presbythère Saint Matthieu les lieux loués sont à usage de local à vélos. Ce local est en occupation conjointe avec les agents employés à la Panacée.

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra occuper les lieux loués comme local à vélos.

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de 10 ans.
Elle prendra effet à compter du 10 mai 2013 jusqu'au 10 mai 2023.

Arrivée à son terme, la présente convention pourra être renouvelée ensuite chaque année par tacite reconduction.

Article 3 : Loyer

La valeur locative annuelle de ces locaux est de 1200,00 €.

Toutefois, compte tenu des activités d'intérêt local effectuées par le preneur et du fait que le local à vélos devait être initialement dans le bâtiment principal, le loyer est consenti à titre gracieux.

Cette gratuité constitue une subvention en nature annuelle de 1200,00 € qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et à la fois dans les comptes annuels du preneur.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur sera seul chargé de l'entretien du local.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

Le preneur prendra en charge la gestion du contrôle d'accès au local et sera tenu de remettre un badge aux agents de la Panacée afin de permettre l'utilisation conjointe du local.

A l'expiration de la présente convention, l'association devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention

La présente convention de location ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de cessation d'activité du preneur ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant un délai de un mois en cas de méconnaissance par le preneur de ses obligations (Articles 3 à 6).

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de trois mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué
Frédéric TSITSONIS

Le Directeur du CROUS
Philippe PROST

Direction des Relations
Internationales
Direction des Relations
Internationales

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 262

Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA, JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAoui, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages et l'adhésion à des réseaux de coopération décentralisée.

L'action Internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets au bénéfice de la Ville de Montpellier, de ses citoyens et des acteurs locaux.

Mission à Heidelberg du 27 au 29 Juin 2013

Le traité d'amitié Franco-allemand, dit traité de l'Elysée, a été signé par le Président Français Charles de Gaulle et le Chancelier Allemand Konrad Adenauer, en janvier 1963. Cet accord a scellé la réconciliation franco-allemande en fixant les objectifs d'une coopération accrue entre l'Allemagne et la France dans le domaine des relations internationales, de la défense et de l'éducation. Ce traité demeure le socle fraternel de la construction européenne.

La Ville de Heidelberg célébrera le 28 juin prochain, le cinquantième anniversaire de l'amitié franco-allemande, conjointement avec la région métropolitaine Rhein-Neckar et plusieurs communes de la région ayant noué un partenariat avec des villes françaises.

A ce titre, Monsieur le Maire de Heidelberg, Monsieur Eckart WURZNER a invité Madame le Maire accompagnée d'une délégation à participer à cette célébration.

Ce déplacement permettra aussi de dresser le bilan des échanges franco-allemand (Unicités, coopération touristique, séminaires d'experts sur l'urbanisme, ...) et d'établir un plan des futures actions

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à Mme le Maire, et à Philippe THINES, Adjoint au Maire délégué au jumelage avec Heidelberg, un mandat spécial pour la mission à Heidelberg du 27 au 29 juin 2013;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire;
- D'autoriser Madame le Maire et M. THINES à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement (frais de transport estimés à 4000 euros) sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

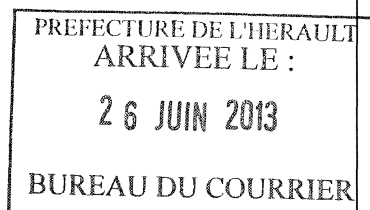
Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(déléguée)

Publiée le : 18 juin 2013

**Direction Aménagement
Programmation**
Planification - Urbanisation
nouvelle

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2013 / 263



Séance publique du lundi 17 juin 2013

Convoqué le mardi 11 juin 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 17 juin 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE,

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Audrey DE LA GRANGE, Laure FARGIER, Arnaud JULIEN, Gérard LANNELONGUE, Nadia MIRAOU, Françoise PRUNIER, Frédéric TSITSONIS, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)

Michaël DELAFOSSE rapporte :

Le secteur situé en limite ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer délimité par les avenues du Petit Train, Albert Dubout et du Professeur Etienne Antonelli s'inscrit dans un contexte urbain qui a fortement évolué ces dernières années, notamment avec l'ouverture du nouvel hôtel de Ville et des commerces et équipements à proximité ou la mise en service des lignes 3 et 4 du tramway en 2012.

Ce nouveau contexte urbain interroge sur l'évolution urbaine de ce vaste îlot. En effet, ce dernier est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. En raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), et d'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur présente un caractère propice aux mutations urbaines. Certaines parcelles ont déjà fait l'objet d'opérations de constructions récentes mais l'application des seules dispositions du Plan Local d'Urbanisme (PLU), en dehors du cadre d'une opération d'aménagement, pourraient ne pas conduire à des résultats satisfaisants, ni sur les formes bâties obtenues, ni sur leur capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a fait réaliser en juillet 2010 une étude urbaine sur certains îlots à l'échelle de la ville dans laquelle le secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train avait été traité. Cette étude a permis de recueillir des éléments de diagnostic, d'identifier les espaces à enjeux et de donner à la Ville des orientations en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier. L'objectif dans ce secteur est de permettre la réalisation de programmes immobiliers en cohérence avec son potentiel de centralité urbaine.

Dans un contexte de forte pression foncière, afin de ne pas compromettre la faisabilité des futures opérations de réaménagement ou de futurs travaux publics, mais aussi pour ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, il est

aujourd'hui nécessaire d'instituer un nouveau périmètre d'étude au sens de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme. La délimitation de ce périmètre d'étude est présentée en annexe à la présente délibération et reprend en grande partie le périmètre de l'étude présentée ci-avant.

Cette disposition permettra à la collectivité d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet de réaménagement urbain global envisagé.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De prendre en considération la mise à l'étude du réaménagement du secteur de la rue Charles Perrault et de l'avenue du Petit Train, tel que défini ci-avant ;
- D'instituer un périmètre d'étude suivant le plan joint en annexe de la présente délibération, délimitant les terrains concernés par les futures opérations d'aménagement, conformément aux dispositions de l'article L. 111-10 du code de l'urbanisme ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANTROUX



Publiée le : 18 juin 2013

Secteur Charles Perrault / Petit Train

Instauration d'un périmètre d'étude

ZAC Port
Marianne -
Consuls de Mer

BUREAU DU COURRIER

26 JUN 2013

ARRIVEE:

~~SA0066~~

SA0001

Périmètre d'étude proposé

© Ville de Montpellier - REPRODUCTION INTERDITE

Cartographie : Ville de Montpellier - DAP - mai 2013
Sources : Ville de Montpellier - DAP - DGU
Cadastre - DGEIP / TAM

DT010

DT0102

Mètres

Mètres